

Le N° 2 Fr. N° 239 11 octobre 1980 onzième année

**JEUNES :
APRES ZURICH,
LAUSANNE ?**

la brèche

organe bimensuel de la
Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)
section suisse de la IV^e Internationale



HALTE

A LA

BOMBE



sommaire

EDITO	
Lausanne bouge : pas concernés ?	3
POLITIQUE	
Statut de saisonnier : des résultats cours d'avance	2
Ve Congrès de la LMR : vive le PSO !	3
Elections biennoises : Bienne rouge, plus un fantôme qu'une réalité	8
NUCLEAIRE : la votation zurichoise sur Kaiseraugst	8
La gauche suisse et les travailleurs POLONAIS	11
SOCIAL	
Horlogerie : une première réaction	4
Genève : grève au BUCAS	4
JEUNES, Après Zurich, Lausanne ?	5 et 2
DOSSIER	
Sulzer livre la bombe à l'Argentine	6
La menace d'une guerre atomique "limitée"	7
INTERNATIONAL	
ITALIE, FIAT : la bataille est engagée	9
Conflit IRAK/IRAN : en défense de la révolution iranienne	10
NICARAGUA : la bourgeoisie veut des élections; le FSLN répond "pas avant 1985"	10
L'EVENEMENT	
Le patronat horloger contre la convention	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale
1 000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 669
Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE
Section suisse de la IV^e Internationale

case postale 13, 2 500 Bienne 4	(032) 22 95 47
case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds	
case postale 59, 2 800 Delémont 1	
case postale 28, 1 700 Fribourg 6	
case postale 858, 1 211 Genève 3	(022) 20 68 02
case postale 592, 1 000 Lausanne 17	(021) 23 05 91
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2	(038) 24 25 23
casella postale 225, 6 901 Lugano	

DES RESULTATS COURUS D'AVANCE

Sur le fond, le débat au Conseil national n'a pas créé de surprises. La nouvelle loi sur les étrangers a été acceptée par 103 oui contre 9 non. Les socialistes ont en général accepté la loi, en raison des améliorations acquises en cours de débat. Beaucoup de radicaux et d'agriculteurs se sont abstenus, le Conseil national étant à leur avis allé trop loin.

L'initiative "Etre solidaires" a été refusée par 109 non contre 50 oui. Toute la gauche, trois démocrates-chrétiens et des indépendants ont soutenu cette initiative. Le Conseil des Etats, qui a déjà accepté la nouvelle loi sur les étrangers en septembre 1979, a refusé l'initiative "Etre solidaires" à une très forte majorité.

L'importance du sujet ressort peut-être de la longueur exceptionnelle des discussions au National, qui ont duré du lundi 30 septembre au mardi 7 octobre. Leur résultat est sans ambiguïté. Dès la discussion sur l'entrée en matière, il est apparu que l'enjeu principal était le maintien du statut du saisonnier.

Les partis bourgeois ont écarté d'emblée toute considération sociale et humanitaire au sujet de ce statut pour mettre en évidence quasi exclusivement les facilités économiques qu'il procure aux branches économiques où il est autorisé. Son abolition a été rejetée par 95 voix contre 51. Le socialiste Rubi, président de la commune d'Adelboden, déclara officiellement être favorable au statut de saisonnier, pilier du tourisme de montagne. Un autre "socialiste" d'une région de montagne, le grison Bundi a fait de même lors du vote. Dans le même sens, les radicaux, les libéraux, les agrariens et la quasi totalité des démocrates-chrétiens (qui, rappelons-le, étaient à l'origine favorables à "Etre solidaires") ont voté pour le maintien du statut.

Une fois cette décision capitale acquise, le Conseil national a suivi en général les propositions d'amélioration préconisées par sa commission préparatoire. C'est ainsi qu'il a décidé :

* que les saisonniers pourront faire une

demande de permis annuel après avoir travaillé 28 mois en 4 ans en Suisse (proposition du Conseil fédéral : 35 mois).

* que le statut de saisonnier soit limité aux professions du bâtiment, du tourisme et de l'agriculture, contrairement à la décision du Conseil des Etats qui veut l'élargir à l'ensemble des professions dans les régions de montagne.

* que le permis d'établissement doit être octroyé après 5 ans de séjour en Suisse (proposition du Conseil fédéral : 10 ans).

* qu'un étranger en séjour peut amener sa famille après 6 mois (proposition du Conseil fédéral : 12 mois).

* que les immigrés peuvent faire partie de la commission d'experts prévue par la loi.

* qu'un membre d'une organisation d'immigrés politiquement actif ne peut pas être obligé d'informer les autorités sur son organisation, comme le prévoit la version du Conseil fédéral.

* que certaines dispositions du chapitre des mesures de répression sont légèrement allégées.

Il serait cependant faux de croire que ces améliorations sont définitives. Certaines d'entre elles furent obtenues à des majorités très faibles. Elles s'écartent toutes des décisions du Conseil des Etats qui s'est tenu très étroitement aux propo-

sitions du Conseil fédéral. L'accord des deux Chambres se fera sans aucun doute au détriment de plusieurs de ces améliorations. Le fait que les radicaux se soient abstenus dans le vote final sur la loi augure mal de l'issue du marchandage entre les deux Chambres. De plus, quel que soit le résultat de ces délibérations, la nouvelle loi du parlement suisse ne diffère quasiment pas de la législation discriminatoire actuelle des étrangers. Il faudra donc redoubler d'efforts dans les semaines et mois à venir dans la lutte pour l'égalité des droits entre Suisses et immigrés.

Une occasion immédiate nous est fournie par la manifestation nationale contre le statut du saisonnier organisée le 1er novembre à 14h. à Berne sur la "Place fédérale" par la FOBB. Tout doit être fait pour donner à cette manifestation un caractère de masse. Tous les syndicats, tous les partis doivent être encouragés à y amener un maximum de travailleurs. Les deux Chambres ayant déjà décidé de maintenir ce statut inhumain, cette manifestation est de fait la première mobilisation de masse de la campagne pour l'initiative "Etre solidaires". C'est donc aussi une occasion importante pour pousser les autres syndicats et l'USS dans son ensemble à prendre enfin très nettement position pour cette initiative. La situation est actuellement claire. Il n'y a plus aucune raison pour retarder cette prise de position. Si on est réellement pour l'abolition du statut du saisonnier il n'y a qu'une solution : le soutien décidé à cette initiative !

Nous reviendrons dans le prochain numéro de la brèche sur les enseignements politiques à tirer du débat aux Chambres.

Faucher

Salvador-Bolivie :
manif à Genève

Plus de 350 personnes ont pris part, à Genève, samedi 20 septembre à une manifestation de solidarité avec les travailleurs et paysans de Bolivie et du Salvador. La manifestation, appelée notamment par les Comités Nicaragua-El Salvador, le Comité de défense de la démocratie en Bolivie (CONADE), le PSO (ex-LMR), le PSG et l'OCS, avait pour but de dénoncer les dictatures militaires qui sévissent dans ces deux pays, les menaces d'intervention militaire de l'impérialisme américain au Salvador et de demander la rupture des relations entre le Conseil fédéral et les juntes en place dans ces pays. Cette dernière revendication revêt une importance encore plus grande du fait que le jour même de la manifestation le Conseil fédéral annonçait - sur la

"LE CONSEIL FEDERAL
RECONNAIT LES ETATS,
PAS LES GOUVERNEMENTS"



base de sa pratique hypocrite de reconnaître les Etats et non pas les gouvernements - qu'il ne romprait pas ses relations avec le gouvernement de Garcia Meza. C'est pourquoi la manifestation de Genève ne constitue qu'un début de la mobilisation nécessaire contre les manoeuvres de l'impérialisme au Salvador et la complicité du département du "socialiste" Aubert dans les massacres qui perpétrent les militaires boliviens.

P. G.

Arts graphiques :
grève d'avertissement
à Zurich

La grève d'avertissement des travailleurs des arts graphiques des principales entreprises de la place de Zurich, qui vit plus de 700 typos participer à l'assemblée générale convoquée pendant ce temps, est une des premières ripostes faisant suite à la réunion du Comité Central du Syndicat du Livre et du Papier (SLP). Celui-ci a décidé :

- il faut un contrat jusqu'au 30 novembre.
- la réunion, à mi-octobre d'une conférence des comités de sections et des hommes de confiance, premier pas d'une mobilisation nationale.
- de soutenir toutes les actions locales.
- d'organiser à mi-novembre une votation à la base sur des mesures de lutte.

Ces quatre décisions sont très importantes. Elles tendent à surmonter les difficultés internes du SLP et appuient en outre la mobilisation qui a commencé dans certaines sections (Zurich, Genève, Lausanne). L'enjeu est de taille pour les travailleurs des arts graphiques et leur syndicat; tout soutien d'autres syndicats ou d'entreprises d'autres secteurs est donc utile et nécessaire.

"Lausanne bouge" :
ASSEZ D'INTOX !

Le pouvoir craint par-dessus tout que les jeunes soient vus avec sympathie par la population salariée. Il peut donc être satisfait du travail d'un certain nombre de ses journalistes, qui ont systématiquement déformé la réalité et, certaines fois, menti carrément.

Rétablissons la vérité sur deux faits importants. D'abord sur l'offre de négociation : il faut savoir que la Municipalité a fixé le rendez-vous à une heure (14h., lundi 29 septembre) qui rendait évidemment impossible la présence des jeunes travailleurs(euses). Puis, elle a désigné une commission que le mouvement a pris la peine d'aller trouver... pour se rendre compte qu'elle n'avait aucun pouvoir ni aucune proposition à formuler !

Ensuite sur la manifestation du samedi 4 octobre. Ayant tourné pendant deux heures dans le centre de la ville bouclé par la police et refusant à chaque fois l'affrontement, le millier de manifestant(e)s fut chargé alors que la tête de la manifestation s'essayait pacifiquement à un carrefour, après une sommation faite en catimini et laissant... deux minutes pour se disperser. C'est seulement par la suite qu'il y eut un peu de casse (on a dénombré trois petites vitrines cassées). Mais tous les prétextes sont bons à prendre, n'est-ce pas Delamatraque ?... oh, pardon, Delamuraz !

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

LAUSANNE

cinéma Montchoisi
dès le mercredi 29 octobre : *Quand il n'y a plus d'Eldorado*, film composé, mis en scène et animé par le cinéaste Claude Champion à partir des photographies que Luc Chessex a rapportées de ses longs reportages à travers toute l'Amérique latine. S'y ajoutent des récits imaginés par le journaliste Jacques Pilet et une bande sonore élaborée à partir du folklore et de la musique populaire. Il invite à voir et à sentir le passé et le présent du continent sud-américain, rapprochant de nos yeux une Amérique latine colonisée, pillée, livrée à la violence et à la peur.

Cinémathèque, aula de Béthusy
en octobre : *le nouveau cinéma polonais*.
ve 17, 19h. : *Le doigt de dieu*, d'Antonio Krauze (1972) - 21h. : *Acteurs provinciaux*, d'Agnieszka Holland (1979).
ve 24, 19h. : *Marie Métrailler*, de Michel

Bory et *Au bord du lac* de Michel Rodde - 21h. : *La classe morte*, d'Andrzej Wajda (1978).

du lu 27 oct au ve 31 oct : chaque soir : deux films du *cinéma australien*.

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
ve 17, sa 18 oct., 20h.30 : *Il était une fois dans l'ouest*, de Sergio Leone.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ve 17, sa 18 oct., 20h. : *Sibériade*, de A. Mikhalkov Kontchalovski (URSS, 1979).
ma 28, me 29, 20h.30 : *La fiancée de Frankenstein*, de J. Whale (1935).

Grande salle de PRILLY
sa 11 oct., dès 17h. : festival sud-américain.

GENEVE

Théâtre de Carouge / Atelier de Genève
jusqu'au di 19 oct., 20h.15 (je 19h., di 17h., relâche lu) : *Le merle siffleur*, de Geneviève Drouhet, Lise et Artur London, par le Théâtre de Carouge/Atelier de Ge-

nève. Loc. : (022) 43 43 43.

Pic-plouc, impasse rue du Lac
ve 24 oct., 21h. : *Ossian* (scottish and irish folk).

sa 1er nov, 21h. : *Jofroy* (Belgique).

La Traverse, 52 rue de Berne
ve 24, sa 25 oct., 21h. : *Andrew More* (poésie - rock).

Centre de loisirs de Carouge
sa 18 oct., 21h. : *Speedy Gonzales, Zero Heroes*, rock. Org. : AMR.

sa 25 oct., 21h. : *Boulevard helvétique*, *Améthyste*, rock. Org. : AMR.

Salle Patiño, 26 av. de Miremont
me 15 oct., 20h.30 : *Nikhil Ghosh et Traya*, musique indienne.

ve 24 oct., 20h.30 : *Les maîtres musiciens de Jajouka*, musique marocaine, 25 musiciens. Org. : AMR.

Salle des fêtes de Thônex
ma 14 oct., 20h.30 : *Sol*, un clown adulte pour anciens enfants... Alonzo Manif

MEETINGS

de solidarité avec les
TRAVAILLEURS POLONAIS

LAUSANNE

jeudi 6 novembre, 20h.15
Maison du peuple, Chauderon 5

GENEVE

vendredi 7 novembre, 20h.15
Salle communale des Eaux-Vives

avec un représentant de l'opposition,
Krzysztof Pomian
Org. : CSSOPE / Genève / Lausanne
(Comité de solidarité socialiste
avec les opposants des pays de l'Est)
soutenus à ce jour par : PSO, PSV, PSG,
FCOM/Lausanne

MANIFESTATIONS

Winterthur, 18 octobre, cf. page 7
Berne, 1er novembre, cf. ci-dessus
(article "Statut du saisonnier")

“Lausanne bouge” :

PAS CONCERNES ?

Confus, sans programme clair ni buts précisément définis, un peu “folklo” avec ses punks et ses rockers, le mouvement des jeunes à Lausanne ? Sans aucun doute. Mais le mouvement ouvrier aurait bien tort d'en prendre prétexte pour ne pas s'engager, ou pire, pour approuver la répression qui frappe les jeunes. D'abord parce qu'à laisser ce mouvement s'enfermer dans des confrontations stériles avec les flics, on ne l'aide en rien à clarifier ses buts et son action, comme on ne lui permet pas de rompre son isolement. Et le risque, minime mais réel, existe qu'à force de violences policières, de découragement et d'isolement, plusieurs jeunes finissent par considérer que le mouvement ouvrier non seulement ne sert à rien, mais est une entrave. Alors, la crise aidant, les croix gammées que portent certains punks pourraient bien cesser d'être des marques de dérision et devenir des signes de ralliement.

Mais surtout, sous ses dehors spectaculaires, ce mouvement, au fond, pose une série de questions, qui toutes concernent au premier chef les syndicats et les partis ouvriers. Le “malaise” qu'il exprime, son “ras-le-bol”, qu'est-ce donc, sinon une critique des conditions de travail, de salaire, de logement, d'existence des jeunes ? Depuis quand le mouvement ouvrier aurait-il cessé d'avancer des propositions sur ce terrain-là ? Et quand les jeunes travailleurs, les apprenti(e)s et les écoliers — qui composent la grande majorité de ce mouvement — engagent la lutte contre la répression, cela ne concernerait pas les travailleurs, qui se sont majoritairement opposés à la PFS de la bourgeoisie ? Le mouvement ouvrier devrait rester inactif lorsque des jeunes se réunissent, discutent et cherchent à défendre collectivement leurs intérêts, reprenant ainsi les méthodes qui ont traditionnellement fait sa force ?

En persistant dans leur silence et leur inaction, le Parti socialiste et le POP, comme les syndicats, risquent d'éloigner des rangs ouvriers les jeunes qui, à leur manière, se lancent dans la bataille politique contre notre ennemi commun. “Aussi serait-il trop simpliste de faire mine d'ignorer le problème et de se contenter de hausser les épaules. Emettre des jugements empiriques à propos de certains excès et vouloir ‘faire la morale’ est encore plus déplacé, car le comportement de quelques partisans du chaos ne saurait effacer des revendications justifiées (...) Même si cela n'est possible que petit à petit, sachons voir dans le défi d'aujourd'hui une chance pour nous tous.” Ce constat est celui du responsable de la jeunesse syndicale de l'USS, Viktor Moser.

Il ne suffira cependant pas au mouvement ouvrier de reconnaître la légitimité de la lutte des jeunes, car son passif est lourd non seulement d'années d'inaction, mais aussi des conséquences actuelles de sa politique. Lorsque des centaines de jeunes, après plusieurs heures de manifestation pacifique, se font brutalement charger par des flics dirigés par le municipal socialiste Cruchaud, quelle conclusion en tirent-ils, sinon que partis bourgeois et partis ouvriers, c'est du pareil au même. Dans ce sens, la présence minoritaire des socialistes à l'exécutif empêche les jeunes de reconnaître clairement leur allié, comme elle paralyse les socialistes, incapables de se prononcer ouvertement contre la répression et pour les droits démocratiques, par peur de subir les rétorsions de la bourgeoisie et de voir leur parti se diviser. C'est pourquoi le Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR) demanda la démission de Cruchaud. Non pas par plaisir de faire tomber les têtes (il y en a de bien plus responsables à viser), mais parce qu'il faut choisir entre la politique bourgeoise — celle de la matraque — et la politique ouvrière — celle de la solidarité. Qui seule permettra la jonction entre le mouvement des jeunes et le mouvement ouvrier, dans la lutte contre la répression, en défense des droits démocratiques, pour les revendications légitimes de la jeunesse.

Pt.

Ve Congrès de la LMR/PSO

VIVE LE PARTI SOCIALISTE OUVRIER !

“La LMR est morte — vive le Parti Socialiste Ouvrier (PSO), es lebe die Sozialistische Arbeiterpartei (SAP), evviva il Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) !” C'est dans ces termes que le bureau du Ve Congrès National de la LMR/RML salua l'une des dernières décisions prises par celui-ci, dimanche 28 septembre. Ce changement de nom n'implique aucune modification programmatique mais trouve son origine dans le développement de la LMR depuis dix ans et dans les tâches que nous nous sommes fixées pour les prochaines années. Parmi ces dernières, le lancement de l'initiative pour des ateliers publics de formation professionnelle, la construction d'une organisation révolutionnaire de jeunesse et un travail plus approfondi dans la construction des syndicats.

Lorsque l'opposition de gauche qui s'était formée dans le Parti du Travail fut exclue en 1969, on lui a prêté un déclin rapide. Il en est sorti, en fait, une organisation nationale implantée et active : la Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR/RML).

Pourquoi LMR ? Pourquoi PSO ?

En choisissant ce nom en 1969, nous nous étions déterminés à partir de notre propre expérience. La guerre du Vietnam et la révolution : le PdT/POP parlait de “faire la paix”. Le début de révolution ouvrière en Tchécoslovaquie et l'intervention soviétique : le PdT/POP parlait de normalisation. La reprise des luttes ouvrières et la recomposition du mouvement ouvrier en Europe : le PdT/POP préconisait l'alliance avec la bourgeoisie pour la conquête de sièges électoraux. Non seulement ces références, mais toute l'action du PdT/POP étaient caractérisées par l'absence de tout critère révolutionnaire, de tout critère marxiste. C'est pourquoi il était incapable — tout comme le PSS — de rendre crédible le mouvement ouvrier aux yeux de la jeunesse radicalisée.

Aujourd'hui, nous sommes plus avancés. Nous ne devons plus seulement montrer à une couche de jeunes radicalisés que la révolution est une perspective et que le marxisme en est la méthode. L'un et l'autre évidemment gardent toute leur validité et notre changement de nom n'a rien — mais vraiment rien — à voir avec la plus petite modification que ce soit de notre programme. En revanche, les propositions que nous avançons aujourd'hui s'adressent davantage à l'ensemble de la classe ouvrière. Sur le plan politique comme par son insertion dans la construction des syndicats, la LMR est devenue une force qui peut s'y atteler et le réaliser.

C'est pourquoi nous avons choisi un nom qui s'adresse à toutes les travailleuses et travailleurs et qui soit compréhensible sans autre. Nous voulons réaliser le socialisme avec l'ensemble des travailleurs. Ce socialisme cependant se distingue fondamentalement du “socialisme” bureaucratique des Etats ouvriers comme du “socialisme” des discours sociaux-démocrates qui s'accomode tout à fait du capitalisme et de la société bourgeoise. En cette année où se renforce le mouvement ouvrier polonais, pas besoin de longues explications pour montrer ce que peut être un socialisme ouvrier, ce que veut un Parti Socialiste Ouvrier.

Pour éviter toute ambiguïté, nous aurions certes préféré la formule “socialisme des travailleurs”, qu'ils soient ouvriers ou employés, du secteur privé ou du secteur public. Mais comme notre nom aurait été alors identique, dans ses initiales, au Parti Suisse du Travail, nous avons évité ce sigle.

Des propositions qui renforcent le mouvement ouvrier

Une décision pratique de ce congrès est venue confirmer l'option sous-jacente à notre changement de nom, à savoir que nous pouvons et devons avancer des propositions pour l'ensemble de la classe ouvrière aujourd'hui. Il a été décidé dans ce sens de centrer l'activité du SAP/PSO/PSL dans les deux prochaines années sur la formation professionnelle et le recyclage.

De nouvelles divisions entre travailleurs, qualifiés ou non, menacent la classe ouvrière en Suisse avec l'introduction de nouvelles techniques et les restructurations industrielles. En outre, ces divisions vont accroître celles qui existent déjà entre hommes et femmes. La majorité des femmes est exclue de la formation dans les professions les plus intéressantes et expédiée dans les professions dites féminines, où les salaires sont plus bas. Les femmes qui

la construction de syndicats de combat.

Le mouvement ouvrier doit gagner la jeunesse

Un PSO qui s'oriente davantage dans la construction des syndicats et vers l'ensemble des travailleurs court le risque de ne plus être compris par ceux qui, souvent spontanément, s'engagent pour un changement radical de société : les jeunes. Les mouvements de jeunes de cet été ont montré une fois encore les préoccupations sociales que celle-ci est capable de soulever. Mais le mouvement ouvrier réformiste n'est, pour ces jeunes, pas un relai vers la classe ouvrière.

La LMR s'était construite à partir de ce constat; nous ne voulons en aucune manière contribuer aujourd'hui — ne serait-ce que par passivité — à ce que ces forces s'essouffent. C'est pourquoi le Ve Congrès a décidé de renforcer son intervention dans la jeunesse et de préparer la construction d'une organisation révolutionnaire indépendante de la jeunesse.

Les conditions de ce congrès et ses suites

Ce congrès n'est pas de ceux qui font la une des journaux. Mais pour toutes celles et tous ceux qui y ont participé ou s'y intéressent, il marque un pas important. A un moment où bien des organisations de la “nouvelle gauche” européenne tendent à disparaître ou à s'adapter, nous avons tenu



ont interrompu leur activité professionnelle ne peuvent rien reprendre avec leur qualification antérieure, à moins de suivre une formation complémentaire dans des instituts privés extrêmement chers (qui n'existent d'ailleurs que pour les professions de bureau).

Nous avons donc décidé de lancer l'initiative pour des ateliers publics d'apprentissage et de recyclage, dont le projet est soumis depuis 1979 au débat dans le mouvement ouvrier. Notre intention reste de créer le front uni le plus large sur cette question, et c'est pourquoi nous attendrons janvier 1981 pour le lancement définitif, afin de laisser à tous la responsabilité de s'y engager avec nous.

Compte tenu des attaques que la bourgeoisie fait peser sur les travailleurs et les difficultés que rencontre le mouvement ouvrier à y répondre efficacement, ce congrès a également décidé d'intervenir systématiquement dans

un congrès qui a su renforcer notre organisation.

La discussion a commencé en mars déjà, dans toutes les sections, autour des thèses centrales proposées par la direction. Plus de 50 amendements, individuels ou d'instances, ont été soumis à la discussion. Les délégués du congrès ont ainsi pu préparer dans les meilleures conditions les décisions à prendre, qu'il s'agit aujourd'hui de réaliser. Le mouvement ouvrier n'a besoin ni de querelles permanentes ni de grandes envolées mais de débats politiques honnêtes sur des objectifs déterminés, assurant les droits démocratiques de tous ceux qui y participent. Le congrès du PSO/SAP/PSL a tenu un tel débat et nous sommes convaincus que c'est la voie pour aller de l'avant.

Vive le PSO !
Vive la IVe Internationale !

Kkst, 30. 9. 1980

la brèche du 11 octobre 1980, page 3

Réajustement salarial dans l'horlogerie (voir aussi p. 12):

UNE PREMIERE REACTION

Une manifestation regroupant plus d'un millier de travailleurs et travailleuses des trois entreprises SSIH à Bienne (les deux Omega, la Marc Favre, plus, à Villeret, la Rayville), s'est déroulée le jeudi 25 septembre et le mardi 30 septembre devant les portes des usines pour protester contre le refus de la SSIH de payer le réajustement. Nous en avons discuté avec un travailleur d'Omega, délégué à la conférence d'industrie horlogère de la FTMH et membre de la commission syndicale d'Omega.

* Comment les travailleurs ont-ils ressenti ce refus de la SSIH d'accorder le réajustement de salaire ? Combien de travailleurs ont participé au mouvement ?

— D'abord, cela a été une déception profonde, on a vu le résultat de cette déception par le nombre élevé de membres qui assistaient à notre assemblée syndicale qui a décidé de cette manifestation. La participation au mouvement (un chiffre précis est difficile à donner — on ne connaît pas en effet tous les chiffres du personnel) a été estimée, par tous les milieux, même patronaux, à environ 90 o/o.

* Le jeudi matin, au moment de la manifestation, on a pu constater chez beaucoup la volonté de prolonger l'action au lieu de l'arrêter à 8h., les travailleurs manifestant ainsi la conscience de la légitimité de leur lutte. N'est-ce pas là l'expression d'une volonté de rompre ladite "légalité" de la paix du travail, qui signifie ne pas faire de grève ?

— Je ne sais pas, mais j'ai eu le sentiment que l'action aurait pu continuer si la décision avait été prise et si quelques responsables syndicaux ou autres avaient dit : "on reste dehors encore deux heures, on veut vraiment marquer le coup" ! Dans le futur, cela peut faire pencher la balance. J'ai des collègues de travail qui ont déjà parlé de grève, de débrayage, je pense que c'est un aspect à envisager, que la commission syndicale devrait aborder.

* Alors que la plupart du temps on nous dit, dans la FTMH, que la majorité des travailleurs se désintéressent et ne participent à rien, penses-tu que le mouvement des travailleurs de l'Omega est le signe qu'une autre politique syndicale est possible ?

— A mon avis, c'est un signe flagrant qu'une autre politique est possible. On a pu le remarquer pendant la manifestation, à la fin de la manifestation, le lendemain même, par une sorte de détente qu'elle a procurée au niveau des travailleurs : on a pu dépasser une peur, on sent que confusément il y a un besoin d'actions pour prendre sa vie de travailleur en main ou la destinée de l'ensemble des travailleurs, qui ne nous appartient pas.

* Comment la FTMH s'est-elle engagée sur le plan local et national à vos côtés ?

— Sur le plan local, la FTMH s'est engagée, au départ, à l'assemblée générale du groupe Omega où la suggestion de cette manifestation a été faite. L'ensemble de la section biennoise de la FTMH s'est solidarisée avec la manifestation. Sur le plan national, je sais que les instances supérieures — si on peut les appeler comme ça — ont été avisées, mais j'ai constaté que le jour qui suivait ou le même jour, rien n'était fait au niveau

national. Après coup, une semaine après, on voit dans la Lutte syndicale que Tschumi traite notre action "d'action exemplaire".

* Penses-tu que la suite des débats dans la FTMH, notamment sur la nouvelle convention collective, qui ont eu lieu samedi passé, vont aller dans le sens du prolongement de votre action ?

— Le prolongement de notre action doit être discuté au niveau syndical — il y a énormément de travailleurs qui nous disent : "à quand on remet cela ?" — parce que la compensation que nous avons reçue à la suite de notre action — les 190 fr. payés par la SSIH — ne suffisent pas. On nous doit encore plus de 1 000 fr. sur notre salaire.

* Alors vous entendez maintenir votre droit à ces 1 000 fr. ?

— On entend le maintenir, même si cela doit durer plus longtemps, même si les comptes d'Omega s'avèrent déficitaires. On ne sait pas dans quelle mesure ils sont maquillés ! Et puis on estime que c'est un minimum, on a même abordé la question des intérêts de cette somme si elle nous était payée plus tard. Mais de toute façon, même si la décision du tribunal arbitral est négative, moi-même, et, je pense, d'autres collègues de travail avec moi, mettons en compte cette somme, parce que l'on n'a pas eu la compensation intégrale à laquelle nous avons droit.



* Quel a été respectivement le rôle de la commission du personnel, qui est basée sur des statuts patronaux, et le rôle de la commission syndicale ?

— Le rôle de la commission syndicale, c'était d'organiser la manifestation et la convocation à une assemblée générale, convocation qui était d'ailleurs déjà envoyée, mais cela a été, au dernier moment, bouleversé vu les événements. La commission syndicale a animé cette action, elle a fait le travail d'information à l'intérieur, puisque ce travail a

été fait de bouche à oreille. C'est elle qui a interpellé la commission du personnel. Cette dernière nous a appuyé du bout des lèvres.

* La commission syndicale est-elle reconnue comme un organe représentatif des travailleurs par la direction ?

— Non, la direction ne reconnaît que la commission du personnel, mais, au niveau des travailleurs, beaucoup pensent que ce sont des vendus ! On se rend bien compte qu'elle n'a pratiquement aucune influence sur les rapports entre patronat et travailleurs.

* Comment se dessinent maintenant les perspectives pour le réajustement de salaire, pour obtenir les 1 000 fr. ? Qu'est-ce que ce mouvement représente pour les militants syndicaux ? Comment envisager le renforcement du syndicat dans l'entreprise ?

— Au niveau syndical la balle est dans les mains du tribunal arbitral. Certains pensent qu'il faut laisser tomber les bras, d'autres qu'il faudrait engager une action. On sent chez les travailleurs qu'une partie d'entre eux sont prêts à aller plus loin. Reste à la commission syndicale d'imaginer un type d'actions ; seront-elles dans le cadre de la paix du travail ou non, on ne le sait pas encore. On s'est aussi rendu compte qu'à partir du moment où on a lancé l'idée de cette action, le recrutement syndical a été, on peut dire, énorme ; on m'a cité un chiffre : le jour de l'action, on parlait de 23 nouveaux syndiqués et cela ne concerne qu'un seul secteur.

A l'assemblée syndicale, il y a eu un renforcement de la commission syndicale. Il faut que ce renforcement permette aux travailleurs de mieux prendre en charge, à l'intérieur du syndicat, leur destinée. Il ne faut pas se retrouver, au sein du syndicat, comme à l'usine, car j'ai souvent l'impression d'avoir au syndicat un chef, un patron semblable à celui de l'usine : "c'est le chef qui a raison". Il n'y a pas souvent de débat possible et on ne nous laisse pas prendre notre place.



La lutte des travailleurs du BUCAS/Hospice Général de Genève :

UN ENJEU POUR TOUS LES SALARIES !

Dans le numéro 237 de la brèche (13. 9. 80), nous avons fait état des exigences légitimes des travailleurs du Bucas (Bureau Central d'Aide Sociale) qui ne voulaient pas faire les frais de la restructuration de l'assistance publique genevoise en voyant leur horaire de travail passer de 40 à 42 heures. Aux revendications des 40 heures et des 5 semaines de vacances pour tous que les travailleurs du Bucas et de l'Hospice Général (institution dans laquelle le Bucas sera intégré dès 1981) ont avancées en commun, le Conseil d'Etat, passant par-dessus la commission administrative concernée, a opposé une intransigeance digne de sa politique antisociale habituelle. Il aura donc fallu qu'une soixantaine de travailleurs des deux institutions se mettent en grève pendant 4 à 5 jours pour qu'une procédure de conciliation se mette sur pied pour déterminer dans quelle mesure les 40 heures du Bucas constituaient un droit acquis.

Pourtant, au lieu de se prononcer sur ce droit acquis, l'office de conciliation a préféré relever la nécessité d'un horaire uniforme pour tout le personnel de l'Hospice Général, quitte à tenir compte des droits acquis à d'autres niveaux (salarial, par exemple). Voilà qui ne pouvait guère satisfaire les travailleurs concernés qui ont dès lors demandé l'ouverture de négociations sans tenir compte de cette "recommandation" de l'office de conciliation et déposé un nouveau préavis de grève au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction.

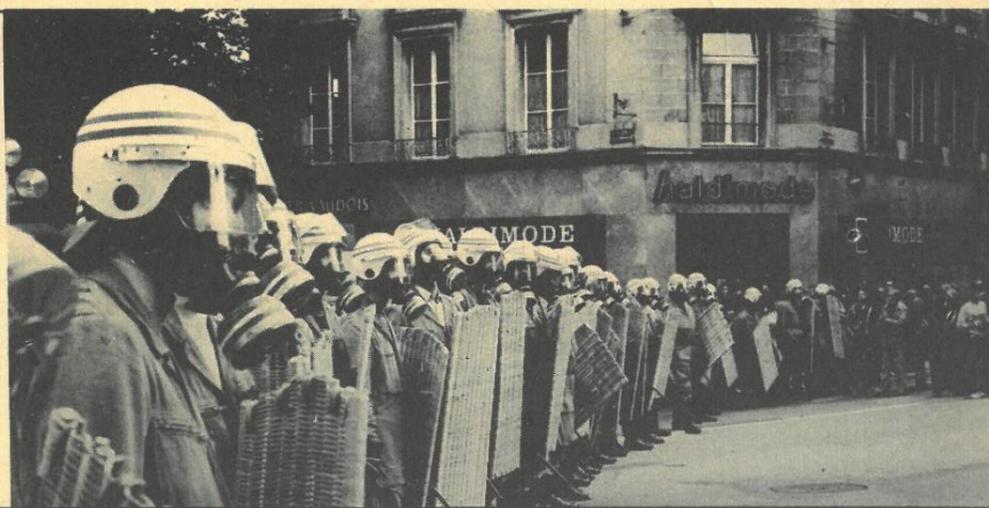
On ne répétera jamais assez qu'une victoire au Bucas serait d'une importance primordiale pour tout le mouvement ouvrier et qu'elle ouvrirait une brèche décisive pour les 40 heures dans la fonction publique, mais aussi dans le privé. L'attitude du Conseil d'Etat montre d'ailleurs qu'il l'a bien compris. Or, malgré une première manifestation unitaire réussie et les débrayages de solidarité des animateurs et de la Maison de Vessy (qui fait partie de l'Hospice Général), les travailleurs du Bucas/Hospice Général restent encore trop isolés. En particulier dans la fonction publique, la nécessité d'un large mouvement en faveur de la diminution du temps de travail liée à une augmentation des effectifs se fait sentir. Et ce n'est qu'en concentrant leurs efforts pour favoriser un tel mouvement que les syndicats des services publics pourront améliorer le rapport de forces au Bucas. De même, dans le secteur privé, la meilleure manière de combattre les divisions et de soutenir le personnel du Bucas serait de lancer une offensive généralisée du mouvement ouvrier en faveur des 40 heures. Dans cette perspective, toutes les initiatives communes des syndicats des secteurs publics et privés seront donc les bienvenues.

Enfin, sur le plan politique, il est évident que l'arrogant conseiller d'Etat Ducret ne peut qu'être satisfait du soutien de ses collègues socialistes Chavannes et Donzé. La VPOD a d'ailleurs écrit au PSG, qui est membre du comité de soutien aux travailleurs du Bucas/Hospice Général, afin que ce parti exige de ses conseillers d'Etat qu'ils rompent la collégialité sur cette affaire et qu'ils soutiennent publiquement les travailleurs du Bucas/Hospice Général. Le PSG est pris encore une fois au piège de sa participation minoritaire au Conseil d'Etat, et les travailleurs sont en droit d'attendre qu'il prenne enfin ses responsabilités au sujet des positions défendues par ses deux conseillers d'Etat !

5 octobre 1980, Ber.

N. B.
Le paiement des jours de grève pour le personnel du Bucas et de l'Hospice Général n'est pas garanti, et des menaces de non-réengagement pour une vingtaine d'entre eux subsistent. Les versements de solidarité sont donc aussi nécessaires que bienvenus. L'argent récolté peut être envoyé à :
personnel du Bucas et de l'Hospice Général
p/a 16, rue des Chaudronniers
1 204 GENEVE

Les rues du centre de Lausanne, une fin d'après-midi. Sortis de l'usine ou de l'école, les jeunes s'interpellent : "Il y a quelque chose, ce soir ?". Car depuis 15 jours, ça "bouge" à Lausanne : trois manifestations — la dernière, samedi 4 octobre, regroupait 800 à 1 000 personnes — suivies ou précédées d'assemblées informelles, sur une place ou dans la rue, où l'on se retrouve pour essayer tant bien que mal de débattre et de préparer les prochaines actions. "Pour un centre autonome ! Pour l'affichage et les manifestations libres ! Pour la destruction du fichier homosexuel ! Contre les violences policières et les poursuites judiciaires !" Après Zurich et d'autres villes suisses alémaniques, Lausanne connaît le mouvement de jeunesse le plus important depuis une dizaine d'années. Un mouvement qui peut s'amplifier et dont les conséquences peuvent être à la mesure des questions politiques essentielles qu'il soulève.



Jeunes en révolte :

APRES ZURICH, LAUSANNE ?

"Lausanne bouge"

Au point de départ du mouvement, il y a un collectif — "Lausanne bouge" — regroupant une dizaine de personnes et qui s'est constitué après une première manifestation de solidarité avec le mouvement zurichois, en juin dernier. Comme sur les bords de la Limmat, les initiatives prises par le collectif lausannois ont trouvé un écho qui n'a cessé de s'amplifier; cela tient au fait que le sort de la jeunesse dans la société capitaliste s'est notablement aggravé depuis le début de la crise économique en 1974-1975. Rentabilisation et sélection accrues; dégradation des conditions de formation à l'école comme à l'usine; risque de se retrouver au chômage sans possibilité de se recycler. Mais le sort que réserve le capitalisme à la jeunesse, c'est aussi l'absence de loisirs gratifiants..., gratuits et gérés par les jeunes eux-mêmes. Aujourd'hui, à Lausanne comme ailleurs, on paie (cher) pour (souvent mal) s'amuser ou se retrouver entre jeunes, quand on le peut encore : il suffit d'avoir les cheveux peints en vert ou trop longs pour se faire vider de nombreux bistrotts. Le capitalisme, c'est encore et surtout une répression incessante, l'apprentissage de la docilité et du désespoir.

Dans ces conditions, les caractéristiques du mouvement de la jeunesse à Lausanne sont en gros les mêmes qu'à Zurich :



* frappées les premières par la crise économique rampante, les couches sociales qui composent le mouvement sont essentiellement des apprenti(e)s et des jeunes ouvriers(ères), dont certains sont au chômage ou n'ont qu'un emploi précaire;

* jeune, très jeune, le mouvement l'est aussi politiquement. Cette nouvelle génération n'entre pas en révolte comme la génération de la fin des années 60, où les montées révolutionnaires en Indochine et en Amérique du Sud pouvaient stimuler une réflexion politique. La génération de 1980 exprime une révolte en négatif, le refus d'un présent écoeurant, doublé d'une angoisse par rapport à un avenir auquel on préfère tourner le dos.

Les difficultés du mouvement

Ces traits généraux rapidement esquissés permettent de saisir ce que sont les grandes faiblesses d'un mouvement comme celui de Lausanne. D'abord, sa difficulté à concrétiser la revendication centrale, le centre autonome. Comme les autres revendications, un centre autogéré résume bien le désir profond de liberté et le refus de toute autorité imposée. A quoi ce centre pourrait-il servir ? Que faire pour éviter qu'il ne devienne un ghetto ? Comment fonctionnera-t-il, comment s'exercera le contrôle des usagers ? Comment obliger la bourgeoisie à

le financer, sans prendre l'argent dans la poche des travailleurs ?

Ces questions appartiennent à l'avenir, pensent la majorité des jeunes, qui refusent donc de s'en préoccuper, alors que commencer maintenant à y répondre rendrait la revendication du centre beaucoup plus attractive et compréhensible. Liée à cela, la deuxième faiblesse réside dans l'absence d'auto-organisation du mouvement, de fonctionnement structuré et démocratique. Cette faiblesse empêche d'entreprendre toute une série d'actions permettant d'élargir le mouvement (par exemple, rassembler des informations, des témoignages sur les loisirs à Lausanne, les conditions d'apprentissage dans telle ou telle entreprise, etc., puis porter ce matériel à la connaissance de la population salariée, pour mener des actions de protestation). Non, pour beaucoup cela n'a pas de sens : c'est de la "politique" et on sait qu'elle ne tient jamais ses promesses. S'auto-organiser est ressenti souvent comme une discipline, pareille à celle qui est imposée chaque jour à l'usine ou à l'école.

En réalité — et les militant(e)s du Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR) agissent dans ce sens —, si le mouvement ne parvient pas rapidement à se structurer, à fonctionner démocratiquement (l'assemblée débat, vote puis met en pratique, ensemble, les décisions prises), à se donner des objectifs compréhensibles, il risque de s'isoler du

reste de la jeunesse (ces jeunes encore indécis, souvent effrayés par la violence policière, n'osant pas s'exprimer dans des assemblées où il faut souvent hurler pour être entendu). Il risque aussi de ne pas parvenir à convaincre les travailleurs adultes que leurs fils et leurs filles ont raison de se révolter et qu'il faut les soutenir.

L'attitude de la bourgeoisie

En face, la bourgeoisie lausannoise a parfaitement compris et l'importance politique du mouvement et ses faiblesses. Elle a très bien compris que derrière le problème de l'organisation des loisirs, il y a celui de l'organisation de la formation professionnelle et du travail en général. Elle a compris qu'un(e) apprenti(e) qui rejoint d'autres apprenti(e)s pour lutter collectivement sur des questions liées aux loisirs, peut demain engager une lutte collective contre la mainmise patronale sur l'apprentissage... et, devenu(e) travailleur(euse), être un(e) militant(e) syndical(e) actif(ive) dans l'entreprise. La bourgeoisie doit donc manoeuvrer habilement. La politique de la Municipalité lausannoise est allée ainsi dans deux directions : d'un côté, elle a tenté de diviser les jeunes en jouant le dialogue, bien entendu sans rien offrir de tangible. De l'autre, elle a mené — et mènera plus à fond — une politique systématique de provocation policière.

Elle risque ainsi de créer chez les jeunes un faux dilemme : être pour ou contre une prétendue bande de "casseurs", alors qu'il s'agit en fait d'un mouvement qui concerne et qui devrait être rejoint par la jeunesse lausannoise tout entière. Tout aussi grave, la Municipalité a réussi, pour le moment, à rendre très difficile la jonction de la jeunesse en mouvement avec les travailleurs adultes et leurs organisations.

Voilà le défi que le mouvement jeune à Lausanne doit relever au plus tôt. Sinon, l'hiver risque d'être morne, très morne.

J. Arno

"ALLO, collectif de défense... ?"

Après les premières violences policières du samedi 27 septembre, un collectif de défense a été mis sur pied par des adultes professionnellement en relation avec des jeunes (animateurs, psychologues, etc.). Sans se prononcer sur les objectifs de "Lausanne bouge", et en toute indépendance, le collectif s'est fixé trois objectifs :

- * composer un dossier rassemblant les témoignages sur les violences policières;
- * organiser un soutien juridique aux jeunes qui risqueraient d'être inculpés ou qui voudraient porter plainte (à cet effet, le collectif s'est assuré la collaboration d'avocats et de médecins);
- * jouer un rôle d'observateur pendant les manifestations et tenir une permanence.

La première expérience, samedi 4 octobre, démontra la nécessité d'un tel collectif : sonnant sans arrêt, le téléphone permit de connaître le nombre des arrestations, l'identité d'une partie des manifestants arrêtés, ce qui rendit possible l'intervention des avocats. En même temps, les médecins purent dresser les premiers constats de violence (une jeune fille dont le plâtre, qu'elle portait au bras, avait été brisé; un manifestant dont le dos était couvert d'ecchymoses dues aux coups de matraques, etc.).

Déjà composé d'un certain nombre de travailleurs(euses) sociaux syndiqué(e)s, ce collectif anti-répression doit être publiquement et activement soutenu par l'ensemble du mouvement ouvrier.

En relatant cette manifestation, la presse s'en est donné à cœur joie (voir en page 2 la réfutation de ses mensonges les plus grossiers).

Le développement de l'armement atomique, par le réarmement de l'OTAN, par l'adoption de la stratégie américaine de "guerre atomique limitée", par la multiplication des Etats disposant de la bombe, est en étroite liaison avec l'industrie nucléaire "civile", comme les deux articles de notre dossier le montrent. Dans le cas de Sulzer, l'imbrication de la lutte antinucléaire, de la lutte contre le réarmement et du combat pour une politique syndicale combative — fixant ses objectifs à partir des besoins des travailleurs et non pas des exigences patronales — apparaît clairement. C'est dans la conjonction de ces trois éléments que réside fondamentalement la seule possibilité de contrer efficacement les menaces de destruction ainsi accumulées contre l'humanité.

Avec l'aval de la commission d'entreprise :

SULZER LIVRE LA BOMBE A L'A

La "Communauté de travail contre les exportations atomiques" a fait paraître en juillet une brochure en langue allemande, qui traite de l'exportation d'une installation d'eau lourde de la maison SULZER à l'Argentine ainsi que d'autres apports suisses à la fabrication de bombes atomiques. Sept constatations permettent de mieux comprendre les conditions de cet accord :

La première de ces constatations est la suivante : "La maison Sulzer a enlevé le contrat de construction d'une installation de production d'eau lourde parce que la Suisse ne participait pas à la tentative internationale de pression sur l'Argentine visant à l'empêcher de produire des bombes; son exportation n'était quasiment pas soumise à des conditions efficaces et contrôlables".

Et la constatation numéro 5 : "La technologie des réacteurs à eau lourde permet particulièrement bien d'obtenir une bombe atomique par une voie techniquement simple et directe".

Malgré le fait que ces éléments ne soient pas nouveaux, la commission d'entreprise de Sulzer s'est prononcée pour ce contrat en août. Le Parti Socialiste Ouvrier (PSO, ex-LMR) a rédigé une réponse aux arguments de cette commission, distribuée sous forme de tract devant l'entreprise. Nous publions ci-dessous ces deux textes.

LA POSITION DE LA COMMISSION D'ENTREPRISE DE SULZER

Au début, la commission d'entreprise, comme les travailleurs de la maison Sulzer, a pris connaissance avec réserve et doutes de ce projet de fabrication. La commission d'entreprise s'est donc sentie obligée de requérir, auprès d'experts compétents, des explications détaillées sur la signification technique, économique et politique de ce projet. Durant plusieurs séances, tous ces différents aspects ont été examinés à fond. La commission d'entreprise porte une co-responsabilité, que l'on ne saurait sous-estimer, en matière de sauvegarde de l'emploi. Seul un volume suffisant de commandes peut assurer le plein emploi, et au-delà, l'amélioration des conditions de travail. En même temps, il faut prendre en compte les modifications structurelles croissantes de l'économie mondiale et ses effets sur notre industrie d'exportation. Seuls des produits hautement développés techniquement permettent à l'industrie suisse des machines de garantir à long terme l'emploi. L'installation de production d'eau lourde appartient cependant aussi à ce type de fabrication. A partir de toutes ces considérations, la commission d'entreprise de la maison Sulzer Frères SA doit se distancer des critiques subjectives et d'origine émotionnelle qui ont été faites à ce gros contrat d'exportation.

REPONSE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER (PSO, ex-LMR)

Un commerce douteux

La maison Sulzer livre à la dictature militaire argentine une installation de production d'eau lourde pour 500 millions de francs suisses. L'Argentine reçoit ainsi — selon l'avis de très nombreux spécialistes scientifiques — la possibilité de fabriquer elle-même une bombe atomique. Sulzer perçoit en retour de juteux profits. Mais les travailleurs, qu'en tirent-ils ?



Les sinistres sires auxquels Sulzer s'apprête à livrer de quoi fabriquer la bombe atomique.

Une dictature sanglante

Le mouvement ouvrier argentin est en opposition permanente à la dictature du général Videla. Chaque revendication syndicale est étouffée dans l'oeuf avec une violence d'une rare brutalité. Des troupes paramilitaires assassinent les syndicalistes, des milliers d'opposants sont en prison, sans possibilités de se défendre. En réponse à cette répression de la dictature, les syndicats argentins appellent tous les syndicats et les gouvernements étrangers à boycotter et à condamner ce régime de tortionnaires.

Les travailleurs canadiens empêchent l'exportation d'eau lourde

Les dockers et les cheminots canadiens ont suivi cet appel. Le 3 juillet 1979, ils empêchent l'embarquement d'eau lourde à destination d'Argentine, pour obtenir en contrepartie la libération de 17 dirigeants syndicaux emprisonnés par Videla. Cette action a au moins eu un résultat partiel : 7 syndicalistes ont été libérés.

Contrarié par cette action de solidarité des travailleurs canadiens, le régime militaire retira sa commande d'une installation d'eau lourde — pourtant pratiquement terminée — au Canada et passa contrat avec la maison Sulzer.

Les affaires sont les affaires

Malgré toutes les protestations internationales, malgré tous les rapports sur la torture en Argentine, l'économie suisse a toujours eu de bons rapports avec l'Argentine, soutenant la junte militaire de Videla dès sa prise de pouvoir.

Les affaires n'ont rien à voir avec la morale. Ce principe vaut aussi bien pour les banques suisses, qui accordèrent immédiatement des crédits à la junte, que pour la maison Sulzer. Les filiales de Sulzer en Afrique du Sud, au Brésil, en Argentine, etc. le montrent : ce ne sont pas les pays humanitaires, mais bien les pays "sûrs" qui attirent les investissements.

Les travailleurs de Sulzer contre les travailleurs argentins ?

L'Union syndicale suisse (USS) s'est jointe, dans son télégramme au général Videla, à la protestation de la Confédération internationale des syndicats libres, qui exige le rétablissement immédiat des libertés et des droits syndicaux en Argentine.

Malgré cela, la commission d'entreprise de la maison Sulzer soutient ce contrat avec les généraux argentins. Contrairement aux travailleurs canadiens, la commission d'entreprise semble fort peu s'intéresser au sort des travailleurs argentins.

Pour elle, la peur de perdre des emplois est décisive. Bien sûr, il faut défendre l'emploi — mais ne peut-on le faire qu'en soutenant passivement un régime de tortionnaires ? Si l'emploi est en danger, seule une lutte syndicale combative peut le défendre. Les contrats d'exportation ne garantissent pas du tout l'emploi à long terme. Les rationalisations, les déplacements de branches de production entières à l'étranger (par exemple les moteurs diesels chez Sulzer) remettent constamment en cause l'emploi. La logique des patrons n'est pas celle de la sécurité de l'emploi, même s'ils le prétendent souvent, mais celle des profits maximum. En soutenant la direction de l'entreprise, on nuit directe-

PAS DE CONTRIBUTION SUISSE A LA BOMBE ARGENTINE !

* Comme toutes les démarches parlementaires ont été repoussées avec de prétendus arguments juridiques;

* comme les interventions directes auprès du Conseil fédéral et de la direction de Sulzer n'ont rien donné;

* comme la conférence de révision du traité de non-prolifération des armes atomiques ne s'est pas réunie et que les demandes faites par une opinion publique critique n'ont quasiment pas été prises en compte;

une MANIFESTATION NATIONALE s'impose

Venez tous et toutes à Winterthour le 18 octobre 80 (départ de la manifestation : 14h., Konradstrasse, derrière la gare), à la grande marche de protestation devant le siège de Sulzer !

ARGENTINE

ment au mouvement ouvrier argentin et l'on soutient le régime des tortionnaires. Si la commission d'entreprise reprend, lorsque l'emploi sera réellement menacé, l'argumentation de la direction, elle ne pourra "participer" qu'à la rédaction de la liste des licenciements. Pour que la lutte pour l'emploi puisse être menée victorieusement, le mouvement ouvrier doit imposer sa conception de répartition du travail entre tous et de réduction du temps de travail. Mais pour cela, un syndicat fort et combatif est nécessaire. Si la commission d'entreprise de Sulzer s'était placée du côté des travailleurs argentins, un pas dans ce sens aurait été fait.

Solidarité internationale !

Le mouvement ouvrier et syndical international est la seule force capable d'appeler à soutenir les travailleurs argentins et de les soutenir énergiquement. Nous demandons donc à la commission d'entreprise de la maison Sulzer de revenir sur sa décision.

APRES L'ARGENTINE, LE PAKISTAN...

L'industrie suisse n'aide pas le Pakistan à fabriquer sa bombe atomique : elle ne fait que livrer différentes composantes extrêmement spécialisées, que le Pakistan peut ensuite rassembler avec d'autres produits et composantes tout aussi spécialisés, livrés par d'autres pays, pour arriver à fabriquer une bombe atomique. Que le Pakistan veuille posséder sa propre bombe, qu'il soit sur le point d'y arriver, personne ne peut le nier, surtout pas après les récents reproches que Washington a adressés à la Suisse. L'actuel chef d'Etat pakistanais Zia déclarait, par exemple, le 4 mars 1979 : "Nous savons qu'Israël et l'Afrique du Sud possèdent une maîtrise nucléaire complète. Les civilisations chrétienne, juive et hindoue possèdent cette maîtrise, comme les puissances communistes. Seule la civilisation islamique n'en est pas pourvue. Mais cela est sur le point de changer". Ce n'est pas une révélation, mais un fait connu depuis longtemps par tous les participants au commerce nucléaire avec le Pakistan. Ceux-là mêmes qui n'ont cependant pas de souci à se faire pour la suite, puisqu'ils ne font que livrer des produits qui, en soi, n'ont rien à voir avec la bombe et peuvent aussi être utilisés à d'autres fins. En outre, ces livraisons sont tout à fait légales, puisqu'au niveau international (accord sur la non-prolifération des armes atomiques, lignes directrices du club de Londres) rien ne s'y oppose. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Dans celui des affaires, naturellement...

La controverse entre les impérialismes suisse et américain, qui éclate pour la deuxième fois depuis 1979, à propos des livraisons suisses de matériels permettant la fabrication d'armes nucléaires au Pakistan montre avec évidence que le traité de non-prolifération des armes atomiques est inefficace. Les fabricants et les autorités suisses proclament bien haut leur innocence. Leur responsabilité n'en est pas amoindrie pour autant. Un arrêt effectif de la production du matériel atomique, pour la bombe ou pour les centrales, ne peut être obtenu et garanti que par le contrôle international et coordonné du mouvement ouvrier.

W. H.



Contre le réarmement des USA et de l'OTAN

LA MENACE D'UNE GUERRE ATOMIQUE "LIMITEE"

"Les stratèges militaires américains comptent de plus en plus avec la possibilité d'une guerre atomique 'limitée' : alors que jusqu'il y a peu, on considérait que les USA et l'Union soviétique 's'extermineraient' mutuellement et donc n'oseraient pas se lancer dans un conflit nucléaire (doctrine de l'équilibre de la terreur), les experts US travaillent actuellement sur une nouvelle stratégie de l'attaque nucléaire flexible, dosée et limitée'. Les détails de cette stratégie, très controversée - parce que belliqueuse ? - viennent d'être publiés à Washington." (Basler Zeitung, 11. 7. 1980)

C'est ainsi, ou à peu de choses près, que la presse fit savoir que le président des USA, Carter, avait signé "l'instruction no 59", selon laquelle les USA devaient préparer une "guerre atomique limitée", pour empêcher défensivement, le cas échéant, une victoire militaire de l'Union soviétique. Sous couvert de cette stratégie, la production de nouvelles armes nucléaires, très précises, a été décidée (sous-marins Trident, fusées intercontinentales mobiles MX) ou est déjà réalisée (Cruise missiles). Elles ne doivent plus être utilisées comme moyens de destruction massive de la population civile ennemie, mais visent des objectifs militaires précis.

Le calcul de l'horreur

Cette auto-limitation "humanitaire" doit, selon la nouvelle doctrine, amener les militaires adverses à n'utiliser aussi l'arme atomique que pour des buts militaires. Une telle "guerre atomique limitée" pourrait durer longtemps et se terminerait par la victoire des américains, au bénéfice d'une technologie de pointe. On n'explique pas comment les soviétiques - pourtant constamment dénoncés comme des monstres inhumains - seraient amenés à collaborer à ce scénario du pire. Le fait est qu'aujourd'hui, aucun expert indépendant ne défend l'idée qu'une guerre atomique puisse être limitée. Donc cette nouvelle stratégie ne fait, en réalité, qu'en cacher une autre : celle de la "première frappe" offensive, qui doit anéantir la majeure partie des armes atomiques de l'adversaire, avant le déclenchement effectif d'une guerre. L'expert militaire américain Robert C. Aldridge a démontré, il y a deux ans, que tel était bien le but réel du réarmement des USA. Dans cette perspective, l'"instruction no 59"

n'est pas seulement belliqueuse, elle représente une authentique stratégie d'entrée en guerre.

Rien n'est encore définitivement joué. Ce que nous écrivions il y a deux ans est encore d'actualité aujourd'hui : la direction de l'Union soviétique réarme naturellement aussi de son côté, afin de pouvoir préserver, même après une "première frappe" un "potentiel de représailles" suffisamment terrifiant, donc dissuasif. Il est même vraisemblable que l'un des buts du gouvernement US soit d'obliger l'Union soviétique, plus faible économiquement, à dépenser d'énormes sommes pour cet armement atomique, afin que ces moyens lui fassent défaut ailleurs. Il ne faut pas non plus perdre de vue la création d'"emplois" et de profits pour les secteurs technologiques de pointe de l'industrie américaine de l'armement - alors que les villes américaines, par manque de moyens financiers, se transforment en taudis.

Nous ne devons cependant pas nous reposer sur "l'équilibre de la terreur". Il est particulièrement inquiétant de voir se développer, depuis longtemps aux USA, une véritable campagne

banalisant d'une manière presque criminelle les conséquences d'une guerre nucléaire. Il s'agit d'abord peut-être d'amener les masses à approuver les coûts fantastiques du réarmement (pour les seuls missiles MX, il en ira de 30 000 millions de dollars !). Mais, au-delà, une ambiance est créée, qui doit permettre le recours éventuel à ces moyens et envenimer suffisamment le climat international pour que le désarmement devienne pratiquement impossible. C'est le dernier moment de contrer cette campagne.

Partir des acquis du mouvement contre l'armement atomique

Dans les années 50 et 60, le mouvement contre l'armement atomique, alors très fort et mondialement répandu, avait contribué de manière importante à ce que la contamination de l'atmosphère par les explosions atomiques soit réduite à un niveau relativement bénin (interdiction des expériences atomiques dans l'atmosphère en 1963) et à ce que la majorité des Etats se rallient au traité contre la prolifération des armes nucléaires. Après ces premiers succès - réels bien qu'insuffisants -, le mouvement s'est replié et n'a connu qu'une renaissance partielle dans le mouvement anti-nucléaire. Compte tenu des dangers actuels, la lutte contre l'armement atomique doit être reprise de manière décidée. La lutte contre la prolifération des armes atomiques - et donc pour nous contre les livraisons suisses à l'Argentine, au Pakistan, entre autres - est une partie importante de ce combat. En même temps, et peut-être même de manière plus décisive encore, nous devons rejoindre le front de ceux qui s'engagent contre le réarmement atomique des USA et de l'OTAN. Car une "guerre atomique limitée" ne serait rien d'autre qu'une catastrophe d'une ampleur illimitée.

G. K.

EXPLOSION D'UN SILO A FUSEE AUX USA

A mi-septembre, près du village américain de Damascus, dans l'Arkansas, un sergent a été victime de la bombe atomique. Le silo contenant une fusée Titan II (puissance : 750 bombes d'Hiroshima, et le modèle est déjà "vieilli" depuis 1971), lui-même construit pour résister à une attaque nucléaire, a explosé, la chute d'un lourd instrument ayant provoqué une fissure ! A part le sergent, 21 autres personnes ont été blessées. Les déchets de la fusée se sont répandus dans un rayon de 800 m. autour du lieu d'explosion. L'ogive nucléaire, qui, grâce à son propre système de sécurité, n'explosa pas, fut projetée quelque part dans ce rayon. L'armée américaine fêta sa découverte comme une victoire, annonçant qu'elle avait ensuite été mise "en sécurité". De tels accidents dans des installations militaires atomiques, qui mettent en danger la population tout autant qu'un accident nucléaire civil (Harrisburg !) se sont régulièrement produits ces derniers temps aux USA.

Quatre ans déjà de majorité socialiste / Entente biennoise et rien n'a changé dans la ville de l'avenir ! Les électeur(trice)s avaient cru porter "au pouvoir" en 1976 une majorité favorable à certaines réformes et acquise à la défense des intérêts des salariés. Mais, en fait, cette majorité a géré fort bourgeoisement les affaires de la commune. Elle a multiplié les compromis, résultats de négociations en coulisses, avec les partis bourgeois dans les commissions; elle s'est surtout distribué — avec générosité, du reste — des sièges dans ces commissions municipales et des postes dans l'administration, de concert avec la droite.

Bienne "rouge" :

PLUS UN FANTOME QU'UNE REALITE !



Pour un plat de lentilles...

Majoritaire au Conseil de ville (législatif) comme au Conseil municipal (exécutif), la coalition socialiste / Entente biennoise a mené une politique de bradage systématique des intérêts de la majorité de la population.

Rien de surprenant à cela en ce qui concerne l'Entente biennoise, véritable parti caméléon qui met dans le même sac la défense des intérêts des patrons et ceux des salariés, sous couvert de défendre les "Biennois". En voulant se situer "entre les deux blocs de la politique biennoise", ce parti dérange certes les politiciens locaux, mais ne se place nullement du côté des salariés contre la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Les quelques "réalisations" dont se vante l'Entente, comme des rénovations de façade, la maintien de quelques zones de verdure ou la décision de création de rues piétonnes, ne font que repousser les problèmes un peu plus loin. Se targuant de mener "une politique stable et raisonnable", l'Entente biennoise s'est bien gardée en effet de poser ne serait-ce que la question de la lutte contre la spéculation foncière, contre les hausses de loyers ou pour le développement réel des infrastructures sociales. Son unique représentant à l'exécutif est même à l'origine du contre-projet à l'initiative pour la création d'un centre d'information sexuelle et de consultation, que son parti était pourtant censé soutenir !

Quant au parti socialiste, ses élus se vantent d'avoir "assaini" les finances de la ville. Ils y sont arrivés en bloquant les effectifs du personnel de la ville, en refusant des augmentations du salaire réel, en renvoyant aux calendes grecques l'introduction de la semaine de 40 heures — pourtant inscrite dans leur programme. La majorité des représentants socialistes à la commission du gymnase a voté le licenciement du recteur Perret. Et, au conseil de ville, la majorité du groupe

socialiste a accepté la fermeture de 11 classes d'école, mesure qui aggrave encore la sélection qui frappe systématiquement les enfants de milieu populaire.

Au lieu d'utiliser leurs positions dans la commune pour prendre des mesures favorables aux travailleurs et servir ainsi de point de référence aux salariés de l'industrie, les élus socialistes préfèrent collaborer avec leurs collègues bourgeois et cèdent la plupart du temps à leurs exigences. La coalition avec l'Entente biennoise leur sert alors de prétexte tout trouvé pour justifier ces reculs. Dans le "secret" des commissions et à l'exécutif, la politique socialiste ne se différencie guère de celle des bourgeois. La note est lourde pour les salariés biennois : la politique socialiste de gestion de la ville, liée étroitement à celle, ultra-collaborationniste, du cartel syndical, a contribué à désorganiser leurs rangs. Alors que les principaux syndicats biennois — en particulier la FTMH — perdent régulièrement des membres, à cause de leur politique de paix du travail, alors que la VPOD voit les représentants socialistes à l'exécutif opposer à ses revendications l'argument de la nécessité d'une politique "réaliste", le patronat et les partis bourgeois ont tout loisir d'appliquer et d'imposer leur politique.

Une candidature du PSO (ex-LMR) pour une commune au service des travailleurs

C'est dans ce contexte que la section biennoise du PSO (ex-LMR) a décidé de participer aux élections communales de novembre, sous la dénomination de liste RML-Bresche / LMR-la Brèche. Des élu(e)s de la LMR-la Brèche seront, eux, de véritables "empêcheurs de tourner en rond" pour les partis bourgeois. Ils s'opposeront systématiquement à leur politique d'économies sur le dos de la majorité de la population.

Au Conseil de ville comme au Conseil municipal, les bourgeois

mènent une politique de pression et de chantage constant pour obliger la coalition socialiste / Entente biennoise à mener une politique semblable à celle pratiquée par le patronat dans le secteur privé. Cette majorité se laisse d'ailleurs très facilement forcer la main ! Voter LMR-la Brèche contribue à combattre pied à pied cette politique bourgeoise.

Mais c'est aussi affirmer que la politique menée par les socialistes et l'Entente est un obstacle pour organiser une opposition efficace à la politique de la droite. La présence d'élue(s) de la LMR-la Brèche au conseil de ville est un moyen de favoriser une politique unitaire et combative des organisations ouvrières, de défendre la sécurité de l'emploi et les conditions de travail des salariés de la commune comme de l'industrie.

Ces élu(e)s interviendront de manière suivie pour une commune dont la politique soit au service des travailleurs, c'est-à-dire discutée publiquement dans les organisations syndicales, de locataires, de femmes, d'immigrés, de jeunes, de défense de l'environnement et décidée, après un tel débat, par la majorité de la population, pour une politique favorisant l'organisation des salariés et une riposte à la politique du patronat et de ses partis. Cette orientation est exactement à l'inverse de celle des élus socialistes qui ne rendent aucuns comptes aux travailleurs et à leurs organisations, qui ne contribuent pas à développer le débat démocratique dans la population.

Au Conseil de ville, les élu(e)s de la LMR-la Brèche se batront, entre autres, pour que la commune prenne en charge la mise en place d'ateliers publics d'apprentissage qui garantissent aux jeunes une vraie qualification professionnelle dans une profession de leur choix et qui servent également au recyclage des salariés victimes des "restructurations" et des femmes qui désirent retrouver un emploi. Ils appuieront toutes les demandes du syndicat VPOD en ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail des employés de la ville, ils proposeront le développement des infrastructures sociales de la commune comme la création d'un CISC selon le modèle de l'initiative, de jardins d'enfants et de crèches de qualité et gratuites. Ils engageront la commune à organiser le refus massif, par la population, du paiement des augmentations de taxe d'électricité, décidées par les Forces Motrices bernoises, et qui serviront à financer la centrale nucléaire de Graben.

Le vote LMR-la Brèche est un vote utile. Pour une commune au service des travailleurs, votez la liste 4 !

Votation zurichoise sur la centrale nucléaire de Kaiseraugst :

UN NOUVEAU MATCH NUL

50,6 o/o de oui contre 49,4 o/o de non "souhaitent" la réalisation de la centrale nucléaire de Kaiseraugst (avec une participation, de 36 o/o, relativement élevée en comparaison des votations qui se sont déroulées le même week-end dans d'autres cantons) : le canton de Zurich a donc donné, les 27 et 28 septembre, une réponse de normand à la consultation au sujet de la construction de cette centrale.

Relevons en particulier les résultats des communes de Bachs et Weiach, où la CEDRA veut réaliser des sondages expérimentaux en vue du stockage de déchets radioactifs : les deux communes rejettent la centrale de Kaiseraugst à une très forte majorité. Le résultat du district de Winterthur, qui, compte tenu de la présence de l'entreprise Sulzer, doit être placé au rang de bastion du lobby nucléaire est aussi parlant : les faux prophètes pronucléaires et leur propagande apocalyptique d'une Suisse sans énergie et condamnée au chômage n'auront trouvé un écho qu'après de 58 o/o des votants.

Ce résultat, toutefois, ne représente pas non plus une victoire des opposants au nucléaire. Comparé au 54 o/o de non du canton lors de la votation sur l'initiative antinucléaire en février 79, le résultat actuel montre que le mouvement antinucléaire n'a pas réalisé de progrès décisifs ces dernières années. La grande force du mouvement — de larges mobilisations dans l'action directe — a fait défaut, la partie active du mouvement est depuis trop longtemps déjà dans le creux de la vague.

En outre, à la suite des différentes confrontations à propos des initiatives nationales, la désunion des diverses organisations d'opposants au nucléaire s'est accrue. D'une part, les organisations "modérées" regroupées autour du WWF (World Wildlife Fund), de la FSE (Fondation suisse pour l'énergie) et de l'UeBa Zurich, ont renoncé à entreprendre des démarches pour la constitution d'un large comité

contre Kaiseraugst, afin de ne pas être obligées de travailler avec les forces de gauche. Par suite, une fois de plus, le débat n'a pas pu être porté dans les syndicats. D'autre part, les antinucléaires zurichois (AGZ) furent tout simplement incapables de mener la plus petite campagne : ayant refusé de rejoindre les rangs de l'initiative "pour un avenir sans nouvelles centrales nucléaires", largement soutenue, ils sont maintenant complètement absorbés par la récolte des signatures pour leur propre initiative antinucléaire, au contenu pourtant semblable.

Il reste à espérer que le résultat plutôt maigre de cette votation aura clairement montré la nécessité d'une large unité de tous les opposants au nucléaire.

Toutefois, l'optimisme — même modéré — de la NZZ ("Toujours est-il que le résultat peut être compris, avec toutes les réserves d'usage, comme une nouvelle indication du reflux du flot émotionnel antinucléaire") n'est évidemment pas de mise.

Dans la région de Graben, le baromètre est sur tempête, dans la région bâloise, on se prépare à la dernière bataille contre Kaiseraugst, et le programme contreproduisant des sondages de la CEDRA a déjà fait naître de très nombreux opposants au nucléaire dans les régions touchées. Et, nationalement, le mouvement a montré, en lançant une initiative antinucléaire largement soutenue, qu'il n'avait de loin pas dit son dernier mot.

R. S.



La manifestation des boycottteuses du cours ménager, une mobilisation à laquelle le PSO (ex-LMR) a pris une part active.

JMD

En moins d'une semaine, la volonté de centaines de milliers de travailleurs de la FIAT et de la métallurgie a réussi à modifier les données de la situation en Italie : la direction de FIAT a été obligée dans un premier temps de surseoir aux 15 000 licenciements prévus, et le gouvernement démocrate-chrétien et socialiste contraint de démissionner ! Cette première victoire des travailleurs était cependant précaire : elle fut rapidement remise en cause par la direction de la FIAT, qui entend poursuivre son offensive. La FIAT n'a décidément pas fini de faire parler d'elle.



Italie :

FIAT: La bataille est engagée !

Une semaine décisive

L'attaque de début d'automne du patronat italien paraissait devoir paralyser les syndicats et les partis ouvriers; la majorité de leurs dirigeants acceptait en effet le principe des licenciements à la FIAT, les socialistes faisaient partie du gouvernement et soutenaient donc le décret-loi économique qui proposait des subventions aux capitalistes et des hausses d'impôt aux travailleurs; le Parti communiste italien (PCI), dans l'opposition, freinait toute perspective de durcissement des luttes entamées à la FIAT, refusait d'opposer aux plans d'attaque patronale une grève générale de tous les travailleurs.

Seul espoir : la combativité des ouvriers de la FIAT à Turin et dans d'autres grandes entreprises du Nord (comme à Brescia, troisième ville métallurgique après Turin et Milan). "Sortir de cet isolement est une des conditions de la victoire", disait Rocco Papandrea, délégué ouvrier de la FIAT dans l'interview qu'il donnait à "Rouge" à la veille de cette semaine qui allait être décisive. L'immense majorité des ouvriers de la FIAT avançait vers la réalisation d'une occupation des usines, la grève générale de la métallurgie et la base du PCI lançait le slogan "PCI au gouvernement !".

Le 25 septembre, le succès de la grève régionale turinoise est très grand (1 300 000 travailleurs en grève; la grève nationale de la métallurgie en réunira 1 500 000). La lutte remplit la première condition de son extension : sortir des usines FIAT. Les directions syndicales confédérales sont forcées de venir s'adresser aux 50 000 ouvriers rassemblés sur la piazza San Carlo avec quelque chose dans les mains; elles proposent une grève générale de 4 heures dans tout le pays pour le 2 octobre, une semaine plus tard. Malgré cela, le dirigeant de la CISL (CGT italienne, proche du PCI), Pierre Carniti, se fait accueillir verbalement par sa propre base communiste : sifflets, mains levées pour désigner le chiffre 8 (8 heures de grève générale), roulements de tambour comme en 68-69, et slogans : "E' ora, è ora il PCI deve governare !" (Et maintenant, le PCI doit gouverner). La dimension politique de l'affrontement autour des licenciements est clairement assumée par les ouvriers, et par la base même du PCI à Turin, Brescia, etc.

Le même jour, Enrico Berlinguer accorde une longue interview au quotidien "Repubblica", dans laquelle il lance un appel à l'unité PCI-PSI et affirme que si la direction de la FIAT a pour objectif d'humilier le syndicat et de se donner dans les mains libres pour agir à sa guise, alors (!) "la résistance sera très dure". Mais ce n'est pas la confirmation des projets patronaux — des plus limpides dès la fin de l'été ! — qui détermine le dirigeant du PCI à modifier ses formules condition-

nelles : le lendemain, au moment même où paraît l'interview, il affronte les ouvriers de la FIAT au cours de plusieurs grands meetings aux portes des différentes usines turinoises, et déclare : "Si les négociations n'aboutissent pas, il faudra penser à des formes de luttes plus dures, y compris à l'occupation". Ainsi, le projet d'occupation, qualifié encore autour du 20 septembre d'"aventuriste" par les responsables communistes dans l'entreprise, est soutenu le 26 septembre par

Berlinguer lui-même...

L'occupation n'aura pas lieu. Le samedi 27 septembre, le premier ministre démocrate-chrétien Cossiga annonce la démission de son gouvernement. Simultanément, comme pour bien relever, a posteriori, le caractère concerté des plans du patronat et de la politique économique du défunt gouvernement, la direction de FIAT publie sa décision de suspendre jusqu'à la fin de l'année les 15 000 licenciements. Les termes de l'affrontement futur sont



Portrait de Marx en tête, les travailleurs de FIAT manifestent contre les licenciements

ENSEMBLE POUR LES 35 HEURES

Depuis près d'une année, la direction de FIAT avait préparé le terrain pour son attaque : elle se lamentait sur l'absence de compétitivité due, selon elle, au trop grand nombre d'avantages acquis par les travailleurs (contrôle de l'embauche, fin des discriminations frappant l'emploi des femmes, durée et charge de travail, etc.).

Cette campagne anti-ouvrière avait trouvé un écho dans les positions du PCI (Parti communiste italien), qui diffusa à tous les ouvriers un dossier de 40 pages : d'après ce document, la crise de Fiat serait due au gigantisme de ses usines, à une insuffisante productivité et à la durée du travail, qui est la plus basse de toutes les grandes entreprises automobiles européennes. Un acquis ouvrier était ainsi présenté comme un obstacle à la compétitivité !

L'ampleur de la riposte ouvrière à l'annonce des licenciements montre que ces campagnes n'ont pas porté leurs fruits. Refusant la "mobilité extérieure", les travailleurs de la Fiat ont imposé un durcissement de leur attitude aux directions syndicales.

Cette lutte concerne tous les travailleurs d'Europe. L'attaque des patrons de la Fiat vient après les milliers de licenciements à British Leyland en Angleterre, après le chômage technique dans les usines Peugeot, l'annonce des mêmes mesures dans celles de Ford, de Citroën, de General Motors en France.

A cette crise de restructuration internationale, face aux plans patronaux, il est dramatique de voir les organisations ouvrières en rester chacune à une défense nationale de l'industrie automobile.

Il est dramatique aussi de voir le PCI proposer des remèdes pour que Fiat reste compétitive et de voir au même moment le PCF proposer des mesures pour renforcer l'industrie automobile française. On ne règlera pas le problème du chômage dans l'automobile en l'exportant dans les pays voisins !

Dans tous les pays d'Europe, les réductions d'emplois sont à l'ordre du jour dans l'industrie automobile. C'est donc une bataille européenne pour les 35 heures sans diminution de salaire qui est à l'ordre du jour. Par-delà les frontières nationales, tel devrait être l'objectif dans l'unité d'action sans exclusive de tous les syndicats de l'industrie automobile.

ainsi posés : la résistance ouvrière est trop forte pour que Gianni Agnelli, à la tête du patronat italien, se risque à l'affrontement en l'absence d'un gouvernement disposant d'un minimum de crédibilité. Mais sur le principe des licenciements, rien n'est encore décidé, et la position du PCI, exprimée par Berlinguer dans l'interview citée, selon laquelle les difficultés particulières de la FIAT seraient dues à la mauvaise direction de l'entreprise, laisse la porte ouverte à de nouvelles "restructurations" dont les travailleurs feraient les frais.

Le PCI au gouvernement ?

La chute du gouvernement Cossiga remet à l'ordre du jour la question du gouvernement. A Bologna, au lendemain du massacre de cet été, à Turin ces jours-ci, la base ouvrière clame haut et fort que "le PCI doit gouverner maintenant". De son côté, Berlinguer lance un appel aux socialistes, et continue à prétendre qu'aucun gouvernement ne pourra être efficace sans participation communiste. Il y a pourtant un hiatus. Pour les ouvriers, le gouvernement PCI a une signification : les principaux représentants de la classe ouvrière devraient prendre le pouvoir en main pour satisfaire leurs revendications. La direction du PCI l'entend d'une oreille particulière : comme il n'y a pas de majorité parlementaire de gauche, l'unité PCI-PSI devrait permettre de constituer un bloc suffisamment fort, s'appuyant sur l'insatisfaction ouvrière, pour contraindre l'aile la moins droite du principal parti bourgeois, la Démocratie-chrétienne, à former un gouvernement du type du Front Populaire français de 1936 ou du lendemain de la guerre en France et en Italie. Dans ce projet, les aspirations ouvrières jouent un rôle de pression sur la bourgeoisie, elles ne guident nullement la composition du gouvernement que le PCI appelle de ses vœux, encore moins la politique qu'il serait chargé d'appliquer. Si c'était le cas, les dirigeants des partis ouvriers appelleraient à constituer un gouvernement purement ouvrier (au sens du camp social auquel il se référerait et devant lequel il serait, de fait, responsable), par exemple un gouvernement PCI et PSI, sans ministres bourgeois, chargé d'appliquer la semaine de 35 heures comme première mesure contre le chômage. Mais de leur propre chef, Berlinguer et les autres dirigeants ouvriers ne se mettront pas à la tête d'un gouvernement dont le programme serait aussi résolument anticapitaliste. C'est pourquoi la réelle défense des intérêts des travailleurs italiens — qui passe par le refus de principe des licenciements — amène à poser la question du gouvernement en des termes de refus de toute collaboration avec la bourgeoisie.

Une nouvelle offensive d'Agnelli

La victoire limitée et instable obtenue par les ouvriers de FIAT qui ont réussi à repousser à la fin de l'année la menace de licenciements massifs a été aussitôt remise en question par une nouvelle et très grave menace de la part d'Agnelli (patron de la FIAT). Effectivement, le lundi 29 septembre, la direction de FIAT a annoncé la mise au "chômage technique" de 24 000 travailleurs. Le mardi 30 fut connue la liste des travailleurs concernés et les objectifs d'Agnelli apparurent en toute clarté : parmi les 24 000 se trouve la majorité des militants syndicaux de base de la FIAT et même quelques délégués. Ce que veut Agnelli, c'est détruire l'organisation syndicale à FIAT; c'est la condition nécessaire pour arriver à imposer les licenciements en décembre. Plus que jamais il est donc nécessaire que la riposte se fasse non seulement en Italie mais aussi au niveau international.

Quelle sera la réaction des confédérations syndicales italiennes et du PCI ? Comme l'expérience des semaines passées l'a démontré, seule une forte pression du mouvement ouvrier pourra les obliger à "chevaucher le tigre" des mobilisations. Les premières réactions des confédérations et du PCI (alors que la liste des travailleurs concernés par le "chômage technique" n'était pas encore connue, mais que l'on savait qu'Agnelli avait l'intention de mettre 24 000 travailleurs dans cette situation) étaient clairement démobilisatrices : le PCI a présenté le retardement des licenciements comme une "grande victoire", oubliant les nouvelles menaces et sans donner aucune orientation pour continuer les luttes; les Confédérations ont immédiatement décommandé la grève générale prévue pour le 2 octobre.

Après avoir pris connaissance de la liste du "chômage technique", la FLM (Fédération des travailleurs de la métallurgie) a décidé la grève générale totale et illimitée de FIAT et la constitution de piquets de grève qui bloquent en permanence les portes des usines pour empêcher toute entrée ou sortie de matériel.

Cette position ne peut être considérée que comme un point de départ pour faire face à la manœuvre d'Agnelli. Voici ce qu'en pensent nos camarades de la LCR (section italienne de la IVe Internationale) : l'objectif de la grève générale étendue à toute l'Italie est plus nécessaire que jamais; la crise actuelle politique que vit l'Italie est une raison supplémentaire d'amplifier les luttes des travailleurs. L'importance des événements des jours prochains en Italie pour l'ensemble de la conjoncture politique européenne est évidente. La solidarité internationale la plus large doit venir soutenir les travailleurs de la FIAT.

5 octobre 1980, F. Gonseth

Conflit Irak/Iran :

EN DEFENSE DE LA REVOLUTION IRANIENNE

L'agression armée de Bagdad répond à des mobiles de politique intérieure et à une volonté d'hégémonie régionale, mais elle a comme objectif essentiel d'endiguer le cours de la révolution iranienne.

En ce sens, elle multiplie les dangers qui menacent les conquêtes révolutionnaires en Iran. En s'attaquant ouvertement à des objectifs économiques, dans une région — le Khouzistan — où sont concentrées 90 o/o des richesses pétrolières iraniennes, en renforçant les pressions économiques et diplomatiques de l'impérialisme sur la République islamique, en favorisant la limitation de l'activité politique et syndicale des masses populaires, et en facilitant les manœuvres de la réaction iranienne, cette guerre peut s'avérer être un véritable garrot pour étrangler la révolution iranienne.

Si elles devaient se prolonger, les opérations militaires irakiennes, qui ont déjà provoqué la destruction d'une partie de la raffinerie d'Abadan, porteraient sans nul doute un coup sérieux au potentiel économique de l'Iran, sans pour autant affecter l'impérialisme dont il n'est plus le fournisseur essentiel. Or, toute atteinte aux capacités industrielles de l'Iran aggrave sa dépendance économique par rapport aux Etats-Unis.

En outre, la situation créée par la guerre peut renforcer au sein de la direction khomeiniste l'aile la plus favorable à la normalisation des rapports avec l'impérialisme. Ces éléments disposeront d'un argument de poids. En effet, si Téhéran veut poursuivre les combats, l'armée iranienne qui est équipée de matériel américain, doit rapidement être ravitaillée en pièces de rechan-

ge. L'état-major iranien sera plus que tout autre sensible à la nécessité d'œuvrer à une politique d'entente réaliste avec les fournisseurs potentiels.

Déjà, la presse a annoncé que Téhéran avait réclamé des armes à la Turquie dont le gouvernement n'est qu'une émanation de l'OTAN.

D'autre part, le vice-ministre israélien de la Défense, a sauté sur l'occasion pour proposer de "fournir une aide considérable à l'Iran en lui proposant des armes", à condition, toutefois, "d'une modification radicale de la politique extrémistes iraniennes".

L'activité des masses en sommeil ?

L'Iran est donc soumis au feu roulant des pressions politiques qu'accompagnent les pressions di-

plomatiques des médiateurs qui, comme le dictateur pakistanais Zia Ul Haq, s'inquiètent de ce que l'Iran en soit "encore à un stade révolutionnaire... où la conciliation et la médiation sont inopérants".

La situation de guerre actuelle est aussi peu propice à l'activation de la mobilisation des masses iraniennes. Ainsi, Khomeiny appela récemment les Iraniens à "obéir sans hésiter et sans discuter au conseil de commandement des opérations militaires" et à "s'abstenir de reproduire des propos qui affaibliraient les forces armées".

Un religieux vient d'être nommé directeur de l'information à la radio et à la télévision avec "pleins pouvoirs" pour embaucher ou licencier en raison des impératifs de sécurité.



Le président Saddam Hussein : à l'assaut de la révolution iranienne, avec l'appui des pires régimes réactionnaires de la région, le Maroc, la Jordanie et l'Arabie saoudite par exemple.

Or, la révolution iranienne est réellement menacée du fait de la possibilité ouverte par l'attaque irakienne du passage à un nouveau degré d'activité de la réaction intérieure. L'impérialisme, qui s'est toujours heurté à l'absence de direction réactionnaire capable d'organiser la chute du régime khomeiniste et disposant d'une base sociale minimum, même si un coup de pouce extérieur lui était indispensable, va vouloir mettre à profit la situation actuelle pour y remédier.

Défendre la révolution iranienne

Aussi, la mobilisation des travailleurs pour la défense des conquêtes

de la révolution est-elle urgente. En refusant de reconnaître le droit à l'autodétermination des minorités nationales en Iran, en enfourchant les accords réactionnaires signés par le chah en 1975, les autorités iraniennes s'étaient mises en position difficile pour s'opposer à l'agression irakienne. En voulant remplacer la mobilisation et l'armement des masses populaires par une confiance totale en une hiérarchie militaire avide d'abattre la révolution, les dirigeants iraniens prennent une lourde responsabilité.

Le seul moyen de défendre les acquis révolutionnaires, tout en repoussant l'agression irakienne, en contrant la réaction intérieure et les manœuvres impérialistes, reste donc la satisfaction des revendications essentielles des masses populaires (droit à l'autodétermination des nationalités, réforme agraire, expropriation des avoirs impérialistes) et leur armement par la mise en place de milices formées sur la base des shoras (comités de travailleurs).

De telles mesures seraient à même d'impulser un nouveau cours de la révolution iranienne et parviendront à s'attirer les sympathies des masses opprimées d'Irak et de toute la région du golfe Arabo-Persique.

Vincent Kermel

Nicaragua : La bourgeoisie réclame des élections

Le FSLN répond "pas avant 1985"

L'offensive bourgeoise pour le déroulement rapide d'élections a connu un nouveau développement lorsque les quatre partis bourgeois d'opposition¹⁾ ont publié à mi-août des pages entières d'annonces payantes dans les journaux pour soutenir cette revendication. La réponse du FSLN n'a pas tardé : le 23 août, Humberto Ortega, commandant de l'Armée populaire sandiniste et membre de la direction nationale du FSLN expliquait, devant les 350 000 manifestants venus célébrer la fin de la campagne d'alphabétisation, que des élections ne se dérouleraient pas au Nicaragua avant 1984, au niveau local, puis en 1985 au niveau national : "Ce seront des élections pour renforcer le pouvoir révolutionnaire, pas pour le remettre en cause".

Le discours d'Ortega

"Pour le FSLN, la démocratie n'est pas quelque chose qui ne s'exprime qu'au niveau politique. La démocratie ne se limite pas à la participation électorale du peuple. La démocratie ne signifie pas simplement élire. Elle signifie plus, beaucoup plus. Pour les révolutionnaires, pour les sandinistes, la démocratie signifie que le peuple participe dans les domaines politique, social, économique et culturel. Plus il y a de gens qui participent dans ces domaines, plus il y a de démocratie (...)

La démocratie commence dans le secteur économique, lorsque les inégalités sociales commencent à disparaître, lorsque les paysans et les travailleurs peuvent améliorer leur niveau de vie. Ce n'est qu'alors que commence la démocratie, et pas avant. Lorsque ces buts sont atteints, la démocratie s'étend rapidement à d'autres domaines (...). Et dans une forme encore plus avancée, la démocratie signifie que les travailleurs participent à l'administration des usines, des coopératives et des centres culturels. En bref : la démocratie signifie que les masses déterminent tous les aspects de la vie dans la société (...)"

Un clair refus du parlementarisme bourgeois

Deux constatations s'imposent à la lecture des extraits de cette prise de position du FSLN. D'abord, il s'agit d'un rejet évident des prétentions de la bourgeoisie d'introduire un régime parlementaire bourgeois, qui lui aurait permis de disposer d'une tribune politique qui serait venu s'ajouter aux moyens de pression économiques dont elle dispose encore. Par ce canal, il lui aurait très certainement été possible d'utiliser démagogiquement tout sentiment de mécontentement des masses, en particulier de secteurs inorganisés et peu politisés. Mais surtout, elle aurait pu jouer le parlement contre les organisations de masse, afin de grignoter leur pouvoir. C'est donc à juste titre que les sandinistes ont coupé court à cette tentative.

Démocratie économique et démocratie politique

Mais, par ailleurs, la déclaration d'Ortega contient aussi des points faibles, en ce qui concerne le déve-

loppement de la démocratie ouvrière. Bien sûr, la démocratie socialiste repose sur l'élimination des inégalités sociales et de l'oppression économique. Mais cette démocratie "économique" ne saurait être opposée à la démocratie ouvrière politique, aux libertés d'organisation et d'expression des masses, à leur droit de prendre des décisions centrales. Il n'y a pas de marche à suivre indiquant que l'élimination des inégalités sociales doit forcément précéder la démocratie ouvrière politique. C'est même l'inverse qui est vrai, comme les grèves de Pologne l'ont bien montré²⁾. Seule une démocratie ouvrière la plus large possible permet de surmonter lentement les inégalités sociales et garantit que l'économie s'organise selon les besoins des travailleurs et des paysans. Sur ce point, la déclaration du FSLN laisse à désirer.

Mais, par ailleurs, la liberté d'organisation et d'expression existe et le FSLN développe fortement l'organisation des masses. Il n'est donc pas utopique de penser que ce seront les masses organisées elles-mêmes qui clarifieront ces manques concernant la compréhension de la démocratie ouvrière qui se manifestent dans les rangs du FSLN. Jusqu'en 1985, elles pourront ainsi accumuler les expériences qui leur permettront de décider alors sous quelle forme elles exerceront une influence directe sur les décisions centrales. Car c'est de cela qu'il s'agit alors, et non pas de la satisfaction de l'ambition personnelle de quelques politiciens bourgeois. Ra / Ptr.



Dans un village nicaraguayen, durant la campagne d'alphabétisation.

1) Les quatre partis bourgeois, qui ont commencé à coordonner leur démarche sont les suivants : Parti conservateur-démocratique (PCD), Parti social-démocrate (PSD), Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), Parti chrétien-social (PSC).

2) La manière dont la presse sandiniste a rendu compte des événements en

Pologne témoigne aussi de cette incompréhension partielle de l'importance de la démocratie ouvrière. Pour l'essentiel, elle s'est en effet contentée de suivre la présentation soviétique (et cubaine) des événements. Seule "La Prensa", le quotidien bourgeois, a consacré une large place aux grèves polonaises, ce qui lui attira rapidement les critiques d'un des dirigeants du Front, Daniel Ortega.

La gauche suisse et les travailleurs polonais

"De quel côté êtes-vous?"

Helmut Hubacher (PSS)

"La confrontation totale n'est pas fructueuse"

la brèche : Dans son communiqué du 26 août 80, le PSS s'identifie aux objectifs des travailleurs polonais : "Ici comme là-bas nous voulons que se développent la démocratie et la participation". Mais les travailleurs polonais ont toujours soutenu qu'ils veulent développer davantage l'économie planifiée. Le PSS est-il prêt à défendre aussi cet objectif de manière solidaire ? Ou défend-il au contraire un compromis entre la bureaucratie et les travailleurs pour ne pas entrer en conflit, ici, avec sa propre politique ?

H. Hubacher : L'une des différences fondamentales entre le PSS et la LMR réside en ceci que la social-démocratie n'identifie pas la démocratisation avec "l'économie planifiée". Le résultat de divers modèles de planification n'est pas aussi attractif que ne le laisse supposer votre question. Pour moi, il est clair que les travailleurs polonais ne peuvent pas simplement nier les alliances et les rapports de forces régnant dans leur pays. La mise en garde de 1968 en Tchécoslovaquie marque la limite des provocations qu'on ne peut franchir sans conséquences drastiques.

Dans son discours inaugural au Congrès de la Première Internationale, Karl Marx avait qualifié le succès des travailleurs anglais dans la réduction du temps de travail comme "une victoire du principe". L'économie du travail avait remporté une victoire partielle sur l'économie du capital. Karl Marx a ainsi lui-même accepté la tactique des réformes. Les travailleurs polonais n'ont pas d'autre choix que d'essayer ce que nous sociaux-démocrates, avec peine et souvent sous les huées de dénigrement et d'incompréhension, faisons dans notre système. La confrontation totale avec le communisme d'Etat — cf. Prague 68 — est aussi peu fructueuse que la confrontation totale avec le capitalisme — cf. Allende au Chili.

la brèche : Les travailleurs polonais revendiquent plus d'information et de possibilités de décisions dans l'élaboration du plan. Le PSS soutient-il cette revendication comme une avance de la lutte pour le socialisme ?

H. Hubacher : "Plus d'information et de possibilités de décision", participation, autogestion, co-décision — ce sont là tous des objectifs que nous, sociaux-démocrates, avons poursuivis depuis toujours et que nous soutenons de manière générale.

la brèche : Le PSS est-il pour la démocratie ouvrière au sens d'un développement du pouvoir des travailleurs ?

H. Hubacher : Les radicaux de 1848 ont pour l'essentiel créé la démocratie politique. En 1876 déjà, Albert Steck, qui fut plus tard rédacteur du premier programme du PSS, écrivait que la tâche de la social-démocratie est de conquérir, outre la démocratie politique, la démocratie économique, car ce n'est qu'alors qu'on pourra vraiment parler de démocratie. Le PSS n'a rien changé à ces conceptions générales de fond. Il n'est pas non plus prêt à troquer le concept de démocratie contre celui de "démocratie ouvrière", plus limité. La démocratie politique et économique implique une nouvelle place pour les travailleurs.

P.S. : La place qui m'est laissée ne me permet que des réponses quasi télégraphiques. La clarté intellectuelle en souffre. Des méprises peuvent se produire sans que j'en sois responsable.

Peter Loetscher (PdT)

"Le parti n'est pas uni"

la brèche : Le Parti du Travail rapporte de manière unilatérale les événements de Pologne. On cite Gierek : "C'est avec émotion que j'ai entendu la voix des camarades de la Baltique" (in Vorwärts Nr 35). Mais les lecteurs n'ont pas le droit d'entendre cette voix elle-même.

P. Loetscher : Le Vorwärts est un "journal partisan", c'est chose connue et cela va de soi pour le parti. Je ne nie pas qu'un parti ait le droit de "prendre parti", c'est même son rôle. Ce que je mets en cause, c'est que, dans la partie de reportage, des faits importants soient passés sous silence alors qu'on s'attarde sur d'autres. On doit essayer de rendre compte d'une situation dans sa complexité. Prendre parti relève du commentaire politique. Je suis, dans ce sens, pour un journalisme "bourgeois".

la brèche : Êtes-vous prêts à soutenir les revendications des travailleurs polonais ?

P. Loetscher : Pour autant que je voie, le "Vorwärts" se place grosso modo derrière les revendications démocratiques des travailleurs polonais, et ce n'est certes pas avec l'agrément de tous. Je suis personnellement convaincu que K. Odermatt (rédacteur en chef du Vorwärts) donne son opinion réelle lorsqu'il prend parti pour ces revendications. Mais dans les questions qui touchent aux racines du système régnant sous le "socialisme réel", le parti, comme un tout, n'est pas uni. Certes, presque tous les camarades sont

contre les "mauvaises habitudes" de ces régimes; mais ils ne vont la plupart du temps pas jusqu'au bout de leur critique pour saisir que celles-ci sont le produit des habitudes quotidiennes de ces régimes. Les camarades moralement les plus intègres souffrent cependant de la contradiction manifeste entre le socialisme comme mouvement d'émancipation et le socialisme comme organisation de domination.

la brèche : Considérez-vous la démarche et les revendications des ouvriers polonais comme une voie que d'autres Etats ouvriers, notamment l'URSS, devraient suivre ?

P. Loetscher : Cela ne pourra pas se passer de la même manière en URSS. Nous n'aurons pas à y faire, comme en Pologne, au catholicisme, avec ses formes très contraires. Mais personnellement je souhaiterais à l'URSS, dans l'intérêt de l'Etat et du parti, qu'un mouvement à la base se dégage qui fasse ressortir les forces sociales. J'admire malgré tout les réalisations de ce peuple sous bien des aspects. Et je suis convaincu que des forces importantes sont en permanence écrasées par l'étreinte bureaucratique. La NZZ n'a pas la moindre idée à quel point elle mise sur le faux cheval en voulant couvrir les mouvements démocratiques en Europe de l'Est. Un renouvellement social dans les pays socialistes porterait ceux-ci infiniment plus en avant, stimulant les forces progressistes. Pour nous ici, cela nous dégagerait en

fin du fardeau de devoir sans cesse expliquer ce que nous entendons par socialisme.

la brèche : Un accord a été signé en Pologne. Mais de nouvelles grèves reprennent. Soutenez-vous toujours les mouvements de grève ?

P. Loetscher : Je ne suis pas un fétichiste des grèves, comme je n'ai jamais pensé qu'une action était nécessairement bonne du simple fait que des travailleurs l'organisent. Il faut lire les lignes et entre les lignes. Si je reconnais, dans un mouvement, une raison émancipatrice, je la soutiens quelle que soit son point de départ original. Il existe aussi en Pologne des éléments catholiques des plus effrontés qui visent tout sauf des objectifs d'émancipation. Je ne veux pas remplacer le stalinisme par Monsieur Woityla. Un mouvement, même dirigé par des travailleurs, ne devient concrètement émancipatoire dans les conditions du "socialisme réel" que s'il entreprend quelque chose pour les libertés spirituelles et morales. Le prix de la viande est certes important. Mais on en parle un peu trop en Pologne. On verra comment les choses évoluent. On ne doit jamais plus faire confiance à cette ruse de la raison qui consiste à toujours tout vouloir tourner en bien et qui accredit dès lors les aspects louches du mouvement polonais. Mais dans l'ensemble, je suis optimiste et je n'ai pas de raison de ne pas soutenir ce mouvement. Quant à mon parti, voyez plus haut !

Dans la brèche no 237 (13. 9. 80), nous avons publié une lettre ouverte aux partis de gauche sur la situation en Pologne, soulignant l'importance de la solidarité du mouvement ouvrier avec la lutte des travailleurs polonais contre le régime bureaucratique et pour le socialisme. Nous nous sommes ensuite adressés au PSS, au POCH, au PdT pour essayer de prolonger le débat. Helmut Hubacher, président du Parti Socialiste Suisse et Peter Loetscher, membre du Parti du Travail y répondent ici. Leurs positions ne sont pas prises au nom de leur parti. Nous pensons cependant que ce débat est utile, d'autant plus qu'il ne peut que clarifier les positions pour la suite, alors que les travailleurs polonais continuent à se confronter aux résistances de l'appareil bureaucratique. La Voix Ouvrière (PdT/POP) a totalement refusé de s'associer à ce débat. Nous aurons l'occasion de revenir sur son interprétation des événements. Les lecteurs de langue française liront avec intérêt la position d'un camarade bâlois, Peter Loetscher, qui n'a pas caché ses critiques au "socialisme réel" tout en maintenant son appartenance au PdT.



NOTRE COMMENTAIRE

Les situations de lutte sont des tests de vérité. Cette constatation, aussi banale qu'elle soit, s'est confirmée dans les luttes des travailleurs polonais. C'est d'elle aussi que nous sommes partis en posant nos questions aux partis de gauche : qui est de quel côté ? Le front était clair en Pologne : classe ouvrière contre bureaucratie du parti et de l'Etat. Nous voulions savoir de quel côté se plaçaient les autres partis ouvriers, car, dans leurs prises de position publiques, leur soutien à la classe ouvrière ne ressortait guère — le PdT/POP et les POCH n'ont fait connaître les revendications des travailleurs que lorsque la lutte était terminée.

Les camarades Hubacher et Loetscher indiquent l'un et l'autre, dans leur réponse, que la question n'est pas si simple, que d'autres forces entrent en jeu.

Certes. Mais c'est justement pourquoi il faut une réponse sans faux-fuyants sur le fond. Si nous demandons au PSS s'il soutient la planification, c'est précisément parce que la lutte en Pologne se double d'un enjeu international et que l'impérialisme cherche à voir s'il ne pourrait pas y trouver un terrain pour l'extension de ses profits. Le plan est un instrument utile pour y résister. Les travailleurs polonais n'ont pas seulement affirmé leur soutien à l'économie planifiée par réalisme politique, pour amadouer la bureaucratie d'URSS. Ils ont fait eux-mêmes l'expérience de ce que signifierait une réimplantation de l'économie de profit occidentale : dans quelques entreprises polonaises qui travaillent sous contrat, licence et management occidental, les conditions de travail se sont considérablement dégradées. Les grèves y ont été brutalement empêchées, la bureaucratie ayant promis aux capitalistes occidentaux de "bonnes conditions de profit".

L'économie planifiée est en outre une condition de la "démocratie ouvrière", comme nous l'appelons, ou de la "démocratie économique" comme le dit le PSS. Mais pour réaliser l'une ou l'autre, il faut rompre avec le profit capitaliste et l'Etat qui le garantit. Dans les Etats ouvriers de même, il faut qu'une rupture s'opère avec la bureaucratie si on ne veut pas qu'elle continue à liquider davantage les acquis du plan.

Ce n'est pas le problème "réforme ou révolution" que soulève le camarade Hubacher ou celui que le

camarade Loetscher aborde à propos du "prix de la viande". La question est en réalité la suivante : une lutte pour des réformes permet-elle ou non de préparer cette rupture, un changement fondamental. Nous pensons que l'été des travailleurs polonais leur a au moins permis de renforcer leurs rangs pour de nouvelles confrontations à venir. Pour reprendre la formule : si, cet été, c'était une "victoire du principe", il faut qu'à l'avenir la victoire devienne un principe. C'est cela qu'entendait Marx à propos des travailleurs anglais. Et il ne pensait certes pas au principe de la réforme dans le respect des rapports dominants. Car si ceux-ci ne sont pas abolis, ils finiront toujours par se retourner contre les travailleurs, sous le capitalisme comme sous la domination bourgeoise.

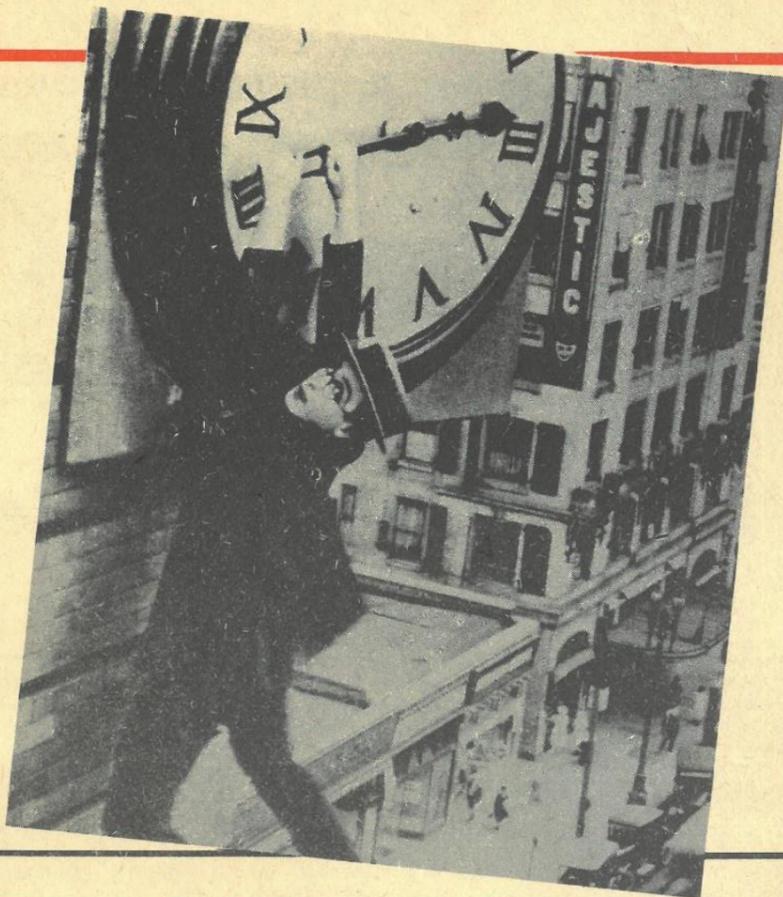
Ce qui est aussi une manière de répondre aux POCH qui n'ont pas voulu nous répondre ici. Dans la POCH Zeitung du 4 septembre, le camarade "th." écrit que l'intérêt pour les événements en Pologne se situe derrière celui de "la stabilité des pays socialistes actuels pour toutes les forces anti-impérialistes". Nous connaissons cet argument : il a déjà été utilisé par les POCH pour justifier l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968. Nous refusons cette logique car la stabilité actuelle est celle de la bureaucratie contre les travailleurs et elle laisse la porte ouverte à l'impérialisme, à l'Est comme à l'Ouest. La bureaucratie polonaise a laissé se décomposer le système de planification, appelant à l'aide des entreprises capitalistes, démolissant la classe ouvrière et la livrant à l'influence de l'Eglise. Nous ne pouvons que refuser cette "stabilité", car aucun militant anti-impérialiste n'a à attendre quoi que ce soit.

Notre question reste donc : où vous situez-vous, camarades ? Dans quel camp voulez-vous opérer une clarification ? Du côté des travailleurs et de leurs nouveaux syndicats (qui devront se séparer des conceptions religieuses réactionnaires pour commencer à intervenir dans les choix de planification) ou bien du côté de la bureaucratie qui elle cherche l'aide de l'Eglise et de l'impérialisme ? Pour nous la solution est dans la lutte des premiers, pour renforcer leurs rangs, préparant ainsi, dans les réformes politiques et économiques de maintenant la révolution politique qui renversera le régime bureaucratique !

F. Osterwalder

l'événement

"La SSIH et la convention patronale disent un oui de principe au réajustement"... Relayés par les mass media, les patrons de l'horlogerie se sont livrés à une véritable campagne d'intoxication et de manipulation. Ils ont fait croire qu'ils acceptaient la décision du Tribunal arbitral horloger (TAH) et que les remous causés par la décision de la SSIH de ne pas verser l'entièreté de la somme due étaient apaisés. Cette position, qui pouvait paraître "conciliante", a été prise — fort à propos — par la convention patronale, juste avant l'assemblée des délégués à la conférence d'industrie horlogère de la FTMH qui discutait du renouvellement de la nouvelle convention ! Mais qu'en est-il exactement ? Partout, sauf à notre connaissance dans les entreprises Rolex et Girard-Perregaux, le patronat s'oppose au paiement intégral et rétroactif du réajustement. Son calcul est fort simple : accepter de payer, dès octobre, la compensation du renchérissement, comme le demande la sentence du TAH, mais faire recours, en exigeant une nouvelle expertise économique, pour remettre en cause, vu la situation économique prétendument mauvaise, le caractère rétroactif de ce réajustement. Ainsi d'une part les patrons calment le mécontentement provoqué parmi les travailleurs par la politique du tout ou rien testée dans un premier temps par la SSIH et d'autre part, ils offrent une porte de sortie "élégante" à la bureaucratie centrale de la FTMH qui ne pouvait arriver les mains vides devant sa "base", d'autant que la nouvelle convention ne contient guère de progrès sur les revendications d'ordre matériel.



LE PATRONAT HORLOGER CONTRE LA CONVENTION ?

Une escroquerie de 50 000 millions de francs

En repoussant à plus tard, c'est-à-dire en essayant d'enterrer définitivement le caractère rétroactif du réajustement, le patronat horloger prépare un vol de plus de 50 millions de francs. En effet pour les salariés des entreprises qui s'étaient contentés de verser, au 1er janvier 1980, 40 centimes de renchérissement, la perte de salaire est de l'ordre de 1 080 francs; pour ceux qui n'avaient rien touché au début de l'année, la perte se chiffre à quelque 1 600 francs. Le calcul est vite fait, pour les 45 000 travailleurs de l'horlogerie ! Derrière son "oui de principe", le patronat a tendu un piège aux travailleurs de l'horlogerie et à la FTMH pour couvrir la manœuvre de la SSIH. Son opération a parfaitement réussi : il a mis sous pression les travailleurs et les syndicats, dans la perspective du renouvellement de la prochaine convention collective et il s'est donné par là une position de force pour imposer une signature sans combat.

La direction de la FTMH, une grande muette !

La direction de la FTMH n'a pas pris ses responsabilités face aux salariés de l'horlogerie. Elle les a laissés agir et s'est refusée à organiser une réponse centralisée aux "déclarations de guerre" des patrons. Ainsi les mouvements qui se sont développés à Bienne et au Locle ont été largement des mouvements semi-spontanés qui n'avaient pas de perspectives d'élargissement. La direction nationale de la FTMH ne s'appuie pas même sur eux, dans la négociation pour la nouvelle convention. Elle s'est empressée au contraire de saisir la balle patronale au bond. Elle vante les mérites de la prise de position de la convention patronale en affirmant qu'"elle devait éclaircir singulièrement l'ambiance de cette réunion (il s'agit de la conférence d'industrie horlogère qui s'est tenue le 27 septembre, réd.).

Elle permettait notamment la propagation pour deux mois de la convention, en clair la poursuite des négociations pour le renouvellement de la convention collective régissant les rapports dans l'ensemble de ce secteur industriel..." (Lutte syndicale du 1. 10. 1980). S'accrochant aux déclarations de bonnes intentions du patronat, la direction syndicale a fait passer à cette conférence, sans grande opposition, le prolongement de deux mois de la convention collective; elle s'appête par ailleurs à entériner, sous le manteau, au niveau conventionnel, un système de réajustement entreprise par entreprise comme le voudraient les patrons. Il a donc suffi d'une "déclaration de guerre" de la SSIH pour que Tschumi et la direction syndicale cèdent sur tous les plans, et amènent les travailleurs de cette branche, sans préparation aucune, au choix du tout ou rien lors de la décision de renouvellement de la convention dans deux mois. Cette politique a pour objectif de forcer la main aux travailleurs combattifs de l'horlogerie, alors que l'on sait fort bien la détermination patronale à ne rien céder de substantiel pour la prochaine convention. Rien à attendre, entre

autres, pour une diminution rapide et pour tous de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures, ni pour une véritable mensualisation qui supprimerait, dans les grands centres de production, le travail à l'accord qui touche avant tout les femmes. Et en plus, pour profiter de leur rapport de forces, les patrons voudraient imposer une durée de 5 ans à cette nouvelle convention, afin d'obliger la FTMH à ne rien revendiquer durant cette période, paralysée qu'elle sera par les clauses de paix du travail.

Défendre les acquis !

L'offensive patronale fait mouche face au ventre mou que lui offre la politique syndicale. Dans la nouvelle convention, les progrès pour les travailleurs de la branche sont très réduits. La commission de négociations a reçu le "feu vert" à la conférence d'industrie horlogère pour mettre sous toit le nouvel accord. En clair, à la prochaine conférence, il ne s'agira plus que de le ratifier ! Une bataille doit et peut, malgré tout, être gagnée : celle du maintien du système de réajustement actuel pour toute l'horlogerie. C'est là une

question décisive. Le patronat, en remettant en cause la décision du TAH, a inauguré, dans les faits, un nouveau système de réajustement, un réajustement entreprise par entreprise, qui dépend de la situation économique de chacune. Ce saucissonnage du paiement de la compensation du renchérissement affaiblit gravement les positions des travailleurs et pas seulement celles des salariés d'entreprises qui seraient considérées comme "économiquement incapables" de payer l'entièreté de la somme due.

Défendre le système de réajustement actuel, c'est la tâche pre-

mière de tous les horlogers et horlogères : si cette bataille devait être perdue, alors la porte serait grande ouverte pour un démantèlement plus grave encore de la convention. C'était et c'est là un des objectifs centraux du patronat, et on ne peut accorder aucune confiance à l'appareil de la FTMH pour y répondre !

Les travailleurs d'Omega, Rayville, Dixi ont montré la voie d'une autre politique. Toutes ces initiatives, largement suivies, démontrent que les travailleurs et les travailleuses de l'horlogerie y aspirent aussi.

Vincent

Les réactions dans les Montagnes neuchâteloises

Mardi 23 septembre : Les militants du PSO sont devant TISSOT (SSIH), distribuant un tract horlogerie. Ils vont couvrir toute la semaine les principales boîtes du Haut.

La volonté d'action des ouvriers est assez vive : "Alors, vous distribuez l'ordre de grève ?", lancent-ils ! D'après un travailleur de TISSOT, un quart des travailleurs est pour la grève, la moitié est indécise. La semaine précédente, une assemblée de la FTMH du Locle avait réuni environ 250 syndiqués, qui faute de propositions concrètes, approuvèrent le verbiage "dur" du secrétaire syndical. La résolution était grande, mais personne n'était là pour la traduire en propositions de lutte concrètes.

Mercredi 24 : Aux FAR du Locle (ASUAG), les ouvriers sont plus confiants. L'ASUAG dit qu'elle paiera. Mais la commission syndicale de l'entreprise (qui emploie 1 000 personnes) ne fait rien. Alors, c'est l'attente. Les tracts du PSO sont comme toujours les seuls... et les bienvenus. Le soir, à La Chaux-de-Fonds, assemblée FTMH des délégués de branches sur la compensation du renchérissement et la nouvelle CCT de l'horlogerie. 10 o/o d'entre eux sont des membres du POP et du PCI — et délégués à la Conférence d'industrie — mais ils ne feront aucune critique au secrétaire de section, aucune proposition alternative, et n'appuieront pas les interventions d'un délégué, membre du PSO. En fait, il n'y aura aucune discussion.

Jeudi 25 : L'enveloppe de paie ne contenant pas de réajustement, les 400 ouvriers de DIXI II décideront un arrêt de travail à 13h. jusqu'à ce que le patron, Castella (le "baron" du Locle), vienne à 16h. parler dans les ateliers et faire de vagues promesses. Car DIXI, boîte de la métallurgie employant 900 personnes, n'est membre d'aucune convention. Castella s'y connaît : il traite "cas par cas", emploie 50 o/o de frontaliers, 25 o/o d'immigrés italiens, et souvent toute une famille (parents, enfants) vit de Dixi. Les divisions et la politique patronale ont fait disparaître la commission syndicale et réduit le nombre de syndiqués à 5 o/o. Avant les vacances, les ouvriers de la section de montage avaient revendiqué pour eux une augmentation de 400 fr. Castella mit en place une commission pour examiner les cas.

Vendredi 26 : Débrayage de 2 heures à DIXI I (250 ouvriers) le matin. Castella propose alors de revoir le système d'ancienneté, les échelles et donera 100 fr. à partir de janvier 81 et 100 fr. à partir de janvier 82... La FTMH n'est pas intervenue et, pas plus que la presse bourgeoise, elle ne parlera de la colère ouvrière. Pologne oui, Dixi non.

José, 5 octobre 1980



En novembre 1978, le patronat horloger avait essayé de faire manifester "ses" travailleurs en soutien à ses revendications. Aujourd'hui, les travailleurs et les travailleuses de l'horlogerie manifestent à nouveau, mais contre la politique patronale ! Les lecteurs trouveront en page 4, un entretien avec un travailleur d'Omega qui participa activement à cette première mobilisation des travailleurs et des travailleuses de la région biennoise.